



BELGIQUE-BELGIE
P.P.
7180 SENEFFE 1
6/1480

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL

Hors-les-Murs & Communautés en Marche

Bureau de dépôt : 7180 SENEFFE 1

N° d'agrément : P 302362

éditeur responsable : Pierre Collet

chemin Barbette 3, 1404 BORNIVAL

2^e trimestre – juin 2024

REVUE COMMUNE DU RÉSEAU PAVÉS N° 79

Équipe de rédaction : Pierre Collet, Jean-Marie Culot,
Sylvie Kempgens, Philippe Liesse, Joseph Pirson

info@paves-reseau.be



POUR UN AUTRE VISAGE D'ÉGLISE ET DE SOCIÉTÉ



Communautés en marche

Parce que nous espérons et parce que le souffle de Dieu est vivant dans notre histoire, face à tant de choses qui nous écrasent et dans lesquelles nous sentons notre impuissance, nous nous rassemblons pour signifier que des solidarités sont possibles dans et par notre foi en Jésus-Christ. Nos communautés sont des lieux d'Église qui explorent des parcours nouveaux. Elles tissent des liens entre elles. Elles sont ouvertes à toute personne en recherche.

Au plan international, notre coordination participe au Collectif Européen des Communautés de Base : voir

www.cburope.org/fr/

Contacts (contacts locaux + coordination + comité de rédaction)

<https://sites.google.com/view/cbwalloniebruxelles>

Angèle BOUSEZ, Liège - 04 223 72 56 - angele.bousez@gmail.com

Pierre & Marie-Astrid COLLET, Nivelles 067 210 285 pierrecollet@hotmail.com

Jacqueline DE CAT, Nivelles - 067 84 43 80 - jacquihansen.dc@gmail.com

Brigitte DERONNE, Tournai - 0497 549 379 - deronne.brigitte07@gmail.com

Alain FOHAL, Bruxelles - 02 410 38 20 - alainfohal@skynet.be

Monique HENRARD, Charleroi - 0469 61 30 61 - monique.henrard@laposte.net

Gerda HILGERS, Bruxelles - 02 608 86 71 - gerdaetpierre@proximus.be

Michel JEHAES, Ransart - 071 35 79 66 - michel.jehaes@gmail.com

Sylvie KEMPGENS, Bruxelles - 0494 322 843 - sylvie.kempgens@telenet.be

Carmela LICCIARDI, Liège - 04 226 50 72 - carmelalicciardi@hotmail.com

Marie-José MEESEN, Barvaux/Cz - 083 690 699 - meesmjos8@gmail.com

Étienne MAYENCE, La Louvière - 0473 112 653 etiennemayence@skynet.be

Yvonne MIGNOT, Bruxelles - 02 672 72 92 - yvonnemignot@hotmail.com

Jean PEETERS, Bruxelles - 0479 68 60 20 - peeters.jean@hotmail.fr

Marie-Christine SNOY, Bruxelles - 02 343 71 26 - mcterlsnoy@gmail.com

On peut accéder aux anciens numéros de la revue sur notre site, ainsi qu'à des textes de célébrations et aux hommages à quelques personnes plus marquantes qui nous ont quittés : <https://sites.google.com/view/cbwalloniebruxelles>

C'est aussi le lieu pour échanger des nouvelles des communautés, ainsi que sur notre page facebook : www.facebook.com/groups/482488615940969

Ce bulletin est publié par le réseau PAVÉS en partenariat avec l'association Hors-les-Murs qui gère les fichiers et assure les envois. L'abonnement annuel de 15 € ou plus, à votre convenance, est à payer dorénavant au compte de **Hors-les-Murs : BE20 0882 8180 0856 – Code BIC : GKCCBEBB**

Liminaire

Notre petite équipe vient de perdre sa doyenne le 12 avril dernier. Elle n'avait plus la force de participer à nos comités de rédaction depuis deux ans mais nous suivait de près... Mais ce n'est pas seulement la collaboratrice attentive, critique et soucieuse du concret que nous regretterons : Gisèle Vandercammen était une amie et cela de longue date, puisqu'elle était de celles et ceux qui avaient mis sur pied le réseau PAVÉS il y a presque 30 ans ! Avec beaucoup d'autres, nous lui disons notre amitié et notre reconnaissance en p. 34 et sv.

Les élections du 9 juin seront sans doute passées quand vous ouvrirez ce bulletin, mais c'était bien de démocratie, de droits humains, de respect, d'équilibre et de paix que nous rêvions en le préparant : en pensant aux enjeux pour notre pays bien sûr, aux guerres à notre porte en Ukraine et à Gaza et aux dangers de déconstruction de l'Europe, à l'Afrique avec laquelle nous avons tant de liens.

Nous continuerons bien sûr à interpeller l'Église et alimenter une "opinion publique critique" à l'heure où on nous révèle de curieuses "manœuvres" à Rome et dans le chef du pape François en personne. Pourra-t-on encore lui faire confiance quand après avoir lancé un processus "pour une Église plus synodale", il décide seul de retirer une série de sujets de la discussion de la prochaine session et d'affirmer un "non" franc, massif et public au diaconat des femmes ? On avait connu ça ... avec Paul VI en 1968. L'éditorial de *Témoignage Chrétien* ce 30 mai est éloquent : "*Irréformable !*" L'Église catholique est de plus en plus incohérente et se montre incapable de se réformer. Beaucoup de ses dirigeants en tout cas. Il est grand temps de résister !

Pierre COLLET

**Vous êtes nombreux à avoir entendu
l'appel au réabonnement publié dans le dernier bulletin
et nous vous en sommes reconnaissants !
Un virement de 15 € par an vous garantit de le recevoir :
au compte de Hors-les-Murs n° BE20 0882 8180 0856.
Ou un petit mot pour dire que vous ne désirez plus nous lire
ou que vous le désirez seulement en format numérique :
à info@paves-reseau.be
Merci !**

Ça chauffe !

Quand on ouvre son journal, les crises et guerres ont fait et font la Une des nouvelles : Coronavirus, Inflation, Pouvoir d'achat, Ressources énergétiques, Congo, Gaza, Syrie, Ukraine ! Si nous devons songer à tous les pays touchés par l'une ou l'autre crise ou guerre, nous éprouverions rapidement du désenchantement. Il serait plus simple de citer les pays où il n'y a pas ou moins de problème.

Il y a cependant une situation qui concerne le monde entier, c'est le réchauffement climatique.

Nous vivons une hausse indéniable des températures qui vient marquer notre humanité : records de chaleur jamais atteints, succession de vagues caniculaires, démarrages sur les chapeaux de roue d'incendies de forêt.

Cette chaleur a des conséquences inédites aux quatre coins du monde : tempêtes plus fréquentes et plus fortes quand elles ne tournent pas à des typhons, débordements de cours d'eau qui occasionnent des inondations et des glissements de terrain, recrudescence de périodes de sécheresse qui aggravent les pénuries d'eau avec effets désastreux sur l'agriculture. Ces sécheresses peuvent engendrer tempêtes de sable et autre poussière qui laissent derrière elles une terre lunaire.

Comment garder la tête froide devant un tel déferlement de catastrophes ? Quel chemin doit-on suivre pour assurer une résilience qui s'apparente à un choix pour la « vie » ?

Ne faut-il pas d'abord mettre le doigt sur les vrais problèmes, en évitant de se boucher les oreilles ou de fermer les yeux ?

Le changement climatique est la crise déterminante de notre époque. Il a des conséquences complexes et variées que nous n'imaginions pas dans notre enfance.

Le nombre de migrants, ceux qui quittent leur territoire à cause de la dégradation de l'environnement qui vient réduire à pratiquement rien leurs moyens de subsistance et donc leur santé, ne cesse d'augmenter.

Le changement climatique vient aussi mettre en danger la santé mondiale, de même que le combat pour la diminution de la pauvreté. En effet, les risques d'accroissement des épidémies de maladies transmissibles sont réels. Selon

un rapport de l'IOM¹, entre 2030 et 2050, 250 000 décès supplémentaires par année seraient dus au changement climatique.

Ce rapport se base sur le fait qu'en 2022, 32,6 millions de nouveaux déplacements ont été recensés, déplacements attribués au changement climatique provoquant des inondations, tempêtes et sécheresses. Ces déplacements dépassent de loin ceux que l'on peut attribuer aux conflits armés.

Cette arrivée de migrants dans des pays réputés plus sûrs provoque aussi des réactions de défense chez les habitants de ces pays. Ainsi, les réactions politiques sécuritaires font florès, les discours xénophobes se durcissent et la droite politique a le vent en poupe !

Que faire ? Tout d'abord, prendre conscience de notre responsabilité. Nous devons agir rapidement, individuellement et collectivement, pour assurer un avenir durable pour tous. Un avenir durable, c'est-à-dire un avenir « viable ».

Aurons-nous cette visée en tête quand nous serons dans l'isolement ? Le crayon rouge ou le vote électronique nous guidera-t-il dans notre choix ? À chacune et chacun selon sa « conscience » pour dire le « sens » que nous souhaitons !

Philippe LIESSE



¹ International Organisation for Migration (institution onusienne).

Au Réseau Européen Églises et Libertés



Cinq ans après notre dernière rencontre qui s'était tenue à Madrid, une douzaine de délégués de six pays se sont retrouvés à Strasbourg pendant le week-end de

l'Ascension. À la même date qu'il y a cinq ans, et donc tout juste avant les élections européennes : une coïncidence significative ? Heureux de nous retrouver enfin, même si nous avons pu échanger deux fois en visioconférence en 2021 et 2023¹. Et aussi d'accueillir à nouveau une déléguée allemande de *Wir Sind Kirche* et une jeune déléguée française du *Comité de la Jupe* : reprise de contacts anciens, jeunesse inattendue, et donc dynamisme renouvelé ! Merci à elles !

On trouvera sur le site du Réseau européen (EN-RE)² les rapports des différents groupes qui ont servi de base à la première session de travail. Sauf pour la France qui participe avec trois groupes distincts, les autres délégations représentent chacune une plate-forme ou un "réseau" parfois fort structuré. Leur vitalité est assez variable selon leur taille, l'âge de leurs membres, leurs objectifs et leur type d'activité, sans parler de leurs ancrages politiques et culturels et des relations qu'ils entretiennent avec d'autres groupes. Et s'il est difficile de comparer, par exemple, une coordination de communautés de base avec un mouvement aussi puissant que *Wir Sind Kirche* ou aussi spécifique que le *Comité de la Jupe*, on se reconnaît aussi très semblables dans nos valeurs et nos priorités : c'est la raison de notre présence ici et de notre projet notamment au niveau du Conseil de l'Europe (CdE) – où notre Réseau jouit du statut d'ONG internationale accréditée et, à ce titre, siège à la Conférence des OING.

Sur quoi donc a porté le travail de nos délégués à cette Conférence des OING depuis nos dernières évaluations ? Nous avons entendu les rapports de Hugo Castelli, Fernand Jehl et Henk Baars, tant à propos des sessions semestrielles de la Conférence (printemps et automne) que du travail des comités auxquels

¹ On trouvera les articles publiés à la suite des réunions sur <https://paves-reseau.be/> avec la demande "réseau européen" dans le moteur de recherche.

² <https://www.en-re.eu/>.

ils participent. Par leur intermédiaire, nous sommes en effet impliqués dans trois comités :

- défense de l'égalité des genres et des droits des femmes (Hugo, Marleen Wijdeveld, et une représentante du *Comité de la Jupe*)
- dialogue interreligieux et interconvictionnel (Hugo, Henk, François Becker)
- questions migratoires (Fernand)

sur les 8 existants (les autres comités étant dédiés aux sujets suivants : les droits de l'enfant, l'éducation pour la démocratie, territoires inclusifs, environnement et santé, démocratie et intelligence artificielle, sports et droits humains). Comme ces comités n'ont une durée de vie que de trois ans, le travail y est forcément assez intense et demande une participation à la hauteur des enjeux.

C'est pour y répondre que Sylvie a mis sur pied un "groupe d'appui" autour de Fernand et de son engagement dans le comité des droits des personnes migrantes. Ce groupe d'appui, composé de membres belges, français, néerlandais, anglais et espagnols se réunit en ligne 3 à 4 fois par an. Ses objectifs sont de nourrir le Comité par des informations du terrain et, en retour, de faire connaître sur le terrain l'actualité du CdE en matière de défense des droits des migrants.

Si la question de notre capacité à continuer de faire fonctionner le réseau se posait avant et en début de notre réunion, on s'est très vite rendu compte de l'intérêt des questions posées et de l'importance des enjeux ainsi que de la nécessité de renforcer le trio de nos représentants par une équipe plus large. On retiendra aussi que les années Covid, en imposant le confinement, ont permis une multiplication des échanges en ligne qui n'étaient pas dans les habitudes de la Conférence mais qui permettent d'impliquer davantage de personnes. Quant au fond des débats, on insiste aussi sur certaines dimensions que notre présence peut valoriser par rapport à d'autres organisations : c'est bien sûr le cas d'une attention plus spirituelle voire évangélique, mais aussi de choix humanistes plus progressistes. Nos délégués nous confirment être bien identifiés dans leurs prises de position.

L'expérience du "groupe d'appui" nous a convaincus d'envisager la création de groupes semblables également pour les deux autres comités auxquels nous participons : on en aura sans doute des nouvelles bientôt. Mais il n'est peut-être pas nécessaire d'attendre leur démarrage pour faire appel à des volontaires pour participer à l'une ou l'autre réunion en ligne portant sur ces domaines. En envisageant même une participation éventuelle sur place à Strasbourg lors d'une session d'automne ou de printemps ... : faites-vous connaître, on a besoin de sang neuf !

Sylvie KEMPGENS et Pierre COLLET

Les mots pour le dire : "extrêmes" ...

Les résultats électoraux auront envahi, en marée, nos conversations. Avec quels mots ?

"Extrêmes", par exemple, pour désigner ces deux partis aux propositions plus radicales que celles des Gauche et Droite 'traditionnelles'. Pertinent sans doute, mais ni cette Droite, ni cette Gauche n'acceptent d'être ainsi qualifiées, s'en offusquent même. « « Nous sommes de droite, juste de droite, pas d'extrême droite ; les gens ont évolué ; il y a davantage de diplômés !¹ ».

À tenter de clarifier, serions mieux inspirés d'interroger les origines de ces mouvements, le nationalisme et le communisme ? De relever, pour l'un, l'innommable des années de la collaboration notamment, pour l'autre, celui des époques léniniste et soviétique ? Mais, désormais, ces généalogies sont soigneusement masquées par les tenants de ces partis, et - signe d'une dédiablement réussie -, ne sont même plus évoquées par leurs opposants : la référence au passé pourrait obscurcir le débat ! Comme en dîner de bonne famille, des silences.

Et le vrai, quels mots aujourd'hui pour le dire ? À entendre les extrémistes, « aujourd'hui, on ne peut plus rien dire ! » C'est nous qui connaissons le vrai, au quotidien, les vraies causes des problèmes : l'invasion des étrangers, le détournement des ressources, mais nous nous trouvons empêchés de le dire, dénigrés, muselés par les tenants de la mondialisation, par les puissants, habiles en confiscation.

Ainsi, c'est au lexique de la confrontation, et parfois de la haine², que s'alimentent les 'extrêmes' : nous avons à contrer ces étrangers qui viennent perturber notre mode de vie, détourner nos allocations ; à nous confronter aux riches, et c'est une lutte de classes qu'il s'agit de poursuivre.

Ainsi, y a-t-il encore des mots communs, des mots pour se comprendre, d'un champ à l'autre de nos sociétés ? Relevons en tout cas ceci, éclairant et

¹ *Le Soir*, 16 et 17 mars 2024, un article de Stephan VANDE VELDE.

² se démarquant ainsi du lexique de la concertation, centriste.

d'importance : ce ne serait-ce pas tant dans le registre du social et de l'économique – comme l'estimeraient spontanément les centristes – que, dans nos démocraties, se gagnent les avancées et se mesurent les pertes, mais dans celui du psychologique, de l'identité. Et les extrêmes y sont manifestement gagnants.

« *La démocratie est minée par toutes les voix de faible ampleur, par la négligence des vies ordinaires, par le dédain des vies jugées sans relief...¹* » ; « *la tentation est forte de se laisser séduire par les mouvements antipolitiques et populistes qui prétendent être, eux, les authentiques porte-parole des sans-grades et les véritables défenseurs de la dignité bafouée.²* ».

Et l'on ne s'étonnera pas, dès lors qu'il s'agit d'identité, que les extrêmes, et plus encore à droite qu'à gauche, soient réticents aux évolutions, aux mœurs et aux modes des arrivants, aux émancipations (de l'intime, du couple), aux remaniements des mesures sociales, aux appels à la mondialisation. Crainte de perdre l'acquis en innovations.

La démocratie n'irait-elle pas de soi ? En ce domaine encore, nous, les Occidentaux, nous nous montrons satisfaits d'en avoir imaginé les institutions, de les avoir proposées de par le monde - volontiers condescendants. Mais notre démocratie est inadéquate si, dans sa forme actuelle, elle a perdu à gauche les laissés pour compte, en attente de représentation et de légitimation et, à droite, les apeurés de l'altérité et de l'innovation. Si, accueillante au néo-libéralisme et à la mondialisation, elle n'a été favorable qu'à une fraction de la population, et si 'les autres' – bien nombreux, à décompter les scores belges – n'y retrouvent plus ni leurs mots, ni leurs identités ?

Des mots encore et, ici, parlons d'avalanche. « *Pourquoi les Flamands sont-ils plus préoccupés par l'immigration que les francophones ?* », À cette

¹ Pierre ROSANVALLON, *Le parlement des invisibles*, Paris, Seuil, coll. « Raconter la vie », 2014.

² Pierre ROSANVALLON, *Les épreuves de la vie. Comprendre autrement les Français*, Paris, Seuil, coll. « Le compte à rebours », 2021. Cité par Guillaume LE BLANC, *Panique d'identité. Dans la tête des sympathisants du Rassemblement National*. *Esprit*, octobre 2023 - n° 502, p. 82. Note : c'est la réalité française qu'analysent ces auteurs, où le RN a conquis bien des électeurs fidèles auparavant aux gauches socialiste et communiste.

question posée à Stefaan Walgrave, politologue d'Anvers¹, la réponse étonnera-t-elle : les francophones sont à peine moins à droite que les Flamands, se sentent autant « menacés » mais au seuil de l'isoloir, ils ne considèrent pas l'immigration comme une priorité et ne votent pas extrême droite.

Comment se l'expliquer ? Il y a évidemment de multiples raisons pour lesquelles les gens considèrent des thèmes comme importants, tels l'inflation, le climat. Pourrait s'y retrouver l'immigration et, pour certains, des problèmes qui y seraient liés. « Mais de nombreuses recherches ont montré que les médias sont également à l'origine de cet agenda politique. En d'autres termes, plus les journaux ou les télévisions s'attardent sur une question particulière, plus les gens estiment qu'elle est importante. »

On rappellera que le cordon médiatique a été rompu en Flandre, que le Vlaams Belang est accueilli aux débats tv. Qu'il dépense considérablement plus, en promotion, que les autres partis dans les réseaux sociaux². La combinaison de la réalité quotidienne et de la couverture médiatique crée « l'agenda public » : ce qu'un public considère comme important.

Les thèmes du parti pour lequel vous avez voté continueront à vous intéresser et vous serez inévitablement attentif à sa communication ; ainsi le thème de l'immigration, ressassé par le *Vlaams Belang*, devient familier, bientôt renforcé, en spirale. Alors qu'il est moins question d'immigration dans les publications et débats en Wallonie.

Une confirmation ? Sur ce sujet, en Flandre, il n'y a pas de différence de position entre les zones urbaines et rurales, confrontées ou non à des migrants : mais on y lit les mêmes journaux, on y suit les mêmes émissions, on s'y conforte dans les mêmes réseaux sociaux. Triomphe du marketing politique !

Terminons, et plutôt que par une conclusion, par cette invitation de Marius Gilbert. « Mais pourquoi ne faudrait-il voir notre modèle démocratique que

¹ Alexandre NOPPE, *Le Soir* du w-e 30 mars au 1^{er} avril 2024, p. 11.

² « En 2023, le *Vlaams Belang* était le parti belge ayant le plus dépensé d'argent auprès de Meta (Facebook et Instagram), avec près de 1,7 million d'euros ». *Le Soir*, 11 mars 2024. - « ...87,56 % des dépenses de propagande engagées sur Facebook et Instagram par les partis en Belgique sont le fait des néerlandophones. Le *Vlaams Belang* investit le plus, devant la N-VA et le PVD. » *Le Soir*, 22 janvier 2024.

comme une fin qui ne serait perfectible qu'à la marge ? Ne devons-nous pas, à l'instar de tout autre modèle humain, le corriger en permanence selon les fonctions qu'on en attend, en interroger les limites, les imperfections, le modifier pour qu'il soit plus robuste. Et puisse mieux résister aux crises, à la corrosion de la désinformation et aux conflits extérieurs. Depuis une dizaine d'années, en même temps que les conflits éclatent, les indicateurs nous montrent que la démocratie régresse.

L'idéal démocratique, comme la quête du savoir, est un horizon jamais atteint, un objectif de progrès, une direction qu'une société se donne. ... Peut-être avons-nous passé un peu trop de temps à y contempler la vue et qu'il est temps de hisser la génération de demain sur nos propres épaules pour qu'elle puisse regarder plus loin que nous. »¹

Jean-Marie CULOT



¹ Marius GILBERT, *Sur les épaules des démocrates*, *Le Soir* du lundi 6 mai 2014, p. 24, extraits.

La démocratie comme espace et dispositif de coopération conflictuelle

La proximité d'élections à tous les niveaux de pouvoir public cette année, invite à réfléchir au sens de la démocratie, sans toutefois la réduire à sa dimension électorale et représentative. J'avoue que c'est avec pessimisme que j'ai entrepris la rédaction de cet article : les derniers mois nous ont en effet permis de vivre ou d'observer la situation de nos démocraties occidentales face à la montée de l'extrême-droite dans plusieurs pays ; constat partagé des guerres et de diverses formes de violences dans plusieurs régions du monde. Sans angélisme, il est utile de rappeler que la démocratie reste toujours un horizon, un cadre de référence et non un état de perfection, un héritage dont nous n'aurions qu'à recueillir les bienfaits. Alors que certains réclament la présence de figures messianiques qui rétabliraient la confiance, et permettraient de vivre en pleine sécurité, nous pouvons également relever les remises en question au nom d'exigences de plus de possibilités, non seulement d'émettre des propositions, mais aussi de participer à la construction de mesures collectives (co-construction).

1. La démocratie comme espace de rencontre et de confrontation dans un monde éclaté

La démocratie repose d'abord sur la confrontation aux différences et la réponse au défi de construire du commun avec des personnes et des groupes qui affichent des priorités et intérêts, mais aussi des valeurs qui peuvent tout à fait s'opposer. Dans la sociologie classique, de Montesquieu à Max Weber, celles-ci, en dehors de la négociation humaine, sont comme en surplomb de l'action. Les recherches contemporaines en sociologie des organisations (notamment dans l'école française, de Crozier à Sainsaulieu et Dubar) ont toutefois clairement montré que l'on ne peut de manière arbitraire séparer intérêts et valeurs : nous n'avons pas d'un côté des coalitions humaines purement motivées par les premiers et d'autres par les secondes¹.

Il est possible d'observer que la reconnaissance réciproque permet de dessiner des convergences, d'entendre d'autres perspectives, de modifier un regard sur

¹ Les non spécialistes liront avec profit la synthèse élaborée par Olgierd KUTY, *La négociation des valeurs. Introduction à la sociologie*, Paris, De Boeck et Larquier, 2010.

la réalité comme l'ont confié des économistes comme Karl Polanyi, Elinor Ostrom, ou, plus récemment Bruno Colmant : l'analyse de l'économie réelle, de la manière dont des sociétés industrielles s'édifient, font place ou non à un ensemble de personnes et de groupes, invite à l'abandon de postures dogmatiques (« les marchés se régulent d'eux-mêmes », « les sociétés sont de pures abstractions », « il n'y a que des ensembles d'individus »). Nous voyons aujourd'hui comment des partis conservateurs s'efforcent d'éliminer les corps intermédiaires, les coalitions civiques, au profit d'une pure confrontation entre les institutions étatiques et les individus...

La confrontation des différences peut s'opérer avec des effets positifs. Le film *Une question de principe* montre la posture adoptée par José Bové dans la défense d'un commissaire européen qui n'est pas du même groupe politique, mais au nom de la priorité des « règles démocratiques et de l'application du droit »¹. Dans les années 1980 en Pologne, Tadeusz Mazowiecki (qui est devenu Premier Ministre après le régime communiste) avait développé le principe d'une opposition au régime en place, tout en marquant le souci de ne pas être happé par un système de valeurs conservatrices ou d'une économie libérale non contrôlée ni régulée par l'État et les institutions civiles, dans un dialogue avec la gauche laïque (au sein des KIK, les Cercles Intelligence et Culture).

Il ne peut exister de démocratie réelle dans une société où un seul groupe détiendrait l'ensemble des pouvoirs, la capacité permanente d'opérer les choix stratégiques, la détermination des moyens et des mesures prises, en termes d'exclusion des autres. Nos sociétés se sont construites et se construisent en tant que démocraties réelles sur la capacité effective de ne pas laisser des personnes et des groupes hors course.

Par ailleurs, les sociétés modernes se sont édifiées à partir de combats successifs pour la désacralisation des pouvoirs : « tout pouvoir politique est humain, il n'est pas de droit divin ». Le refus de la sacralité des pouvoirs, quels qu'ils soient, est par ailleurs non sans lien à la pensée évangélique, notamment si nous lisons Marc 12,13-17 : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ». Il y a quelques années, le père Christian van Zeebroeck de l'abbaye de Maredsous le commentait clairement en ces termes : « Dieu n'est pas un César et César n'est pas Dieu ». En d'autres termes, aucun pouvoir ne

¹ Le film d'Antoine RAMBAUD, *Une question de principe*, est sorti en 2024 avec Bouli LANNERS dans le rôle de José BOVÉ, sur la base de l'ouvrage écrit par ce dernier, *Hold up à Bruxelles. Les lobbies au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2014.

peut être légitimé comme théocratie. L'ancien évêque de Bayeux-Lisieux, monseigneur Jean-Claude Boulanger proposait le même commentaire lors de sa visite au Foyer de Charité à Ottrott en juin 2023. J'y reviendrai à propos de l'Église catholique dans un autre numéro de notre revue.

Les dissensus plutôt que les consensus constituent la réalité sociétale : les débats actuels les mettent encore en lumière ! Les années 1960 ont notamment fait émerger la question de la condition féminine : celle-ci est devenue un élément essentiel des combats pour l'égalité ! Comme tant de femmes de sa génération, ma mère avait abandonné son emploi pour élever ses enfants mais elle travaillait, sans que cette activité soit valorisée publiquement. Les mouvements d'éducation populaire se sont révélés ici des espaces indispensables de rencontres et de confrontations, afin d'amener à une évolution des mentalités et rendre possibles des changements systémiques.

D'autres enjeux se sont amplifiés aujourd'hui, tel le statut des titulaires d'un emploi face à d'autres, la démocratisation du travail au sein des entreprises, l'articulation entre emploi et travail. Une autre question est posée de manière urgente : celle de la place effective de celles et ceux qui quittent leur pays en recherche de lieux dits « sûrs ». L'histoire de nos sociétés humaines est faite de migrations constantes à travers les siècles et nous savons que les bouleversements climatiques ne feront qu'accentuer ce phénomène.

La posture de nos démocraties par rapport à l'urgence écologique mériterait une approche plus complète. Ici, notre propos est d'étudier comment la démocratie se laisse découvrir non seulement comme espace, mais aussi comme dispositif.

2. La démocratie comme dispositif de coopération conflictuelle

La globalisation nous a rendus plus sensibles au monde tel un village planétaire, fait de cultures opposées. Elle a fait apparaître le fossé croissant entre celles et ceux qui en tirent profit, s'y sentent à l'aise et celles et ceux qui se sentent de plus en plus en marge. Est-il possible de s'accorder et de travailler ensemble à partir de postures différenciées et parfois totalement opposées ? Sans nier les limites du système de scrutin proportionnel et les déceptions que cela engendre chez un nombre important de citoyennes et de citoyens face aux résultats des coalitions qui gouvernent, il convient de reconnaître que les grandes réformes s'opèrent sur base de la coopération entre groupes opposés qui se reconnaissent au sein d'une culture commune, partagée autour de la perception des mêmes enjeux. Je propose de partir de deux exemples de l'histoire politique en Belgique : la construction de notre système de sécurité sociale après la seconde guerre mondiale et, de manière

plus limitée mais significative, la refonte de l'enseignement aux adultes en Fédération Wallonie-Bruxelles en 1991.

Le premier exemple nous renvoie à la réalisation du Pacte Social du 28 décembre 1944. Une bande dessinée présente de manière imagée, mais sérieuse par tout le travail de documentation opéré, l'élaboration du système sur lequel repose notre système social actuel¹. Dans sa préface, le Professeur émérite d'Histoire à l'ULB, Guy Vantemsche le rappelle : « Cet accord, négocié clandestinement par des patrons et des syndicalistes pendant l'Occupation, n'était pas tombé du ciel. Il parachevait une évolution plus que cinquantenaire, car les assurances sociales avaient pris leur envol dès la fin du XIXe siècle ». La BD présente une histoire qui fait partie de la vie de pas mal de familles : la petite Louise, âgée de quelques semaines, a besoin de soins médicaux, et cette situation est bien entendu source d'inquiétude pour les parents. La politique sociale en vigueur permet sinon d'éviter, du moins de soulager les soucis des parents. En parallèle, l'auteur met en évidence ce qui se passait quand un accouchement se produisait dans les mêmes circonstances un siècle auparavant : il était souvent source de profonde misère et renforçait le sentiment de solitude des parents si ceux-ci ne disposaient que de faibles revenus.

Le Pacte Social n'est pas né de rien : il est lié à un ensemble de combats pour la reconnaissance des personnes et des familles et l'édification des mesures que nous appelons notre système de sécurité sociale. Il faut toutefois reconnaître que les délégués du patronat et des salariés ou employés, qui se rencontraient en clandestinité, partageaient une culture commune : le refus du fascisme, l'affirmation du « plus jamais ça » que l'on retrouve aux origines de la construction européenne. De même la visée commune d'une société pacifiée pouvait permettre d'évoluer dans la reconnaissance du caractère positif des conflits et la mise en place de solutions quand de nouvelles difficultés apparaissent. Ici encore les propos que j'énonce peuvent paraître trop optimistes alors que notre dispositif de concertation sociale s'avère souvent grippé ou insatisfaisant. Combien de temps ce mode de coopération conflictuelle peut-il s'avérer efficace ? Bien entendu la question est posée et dépend de la capacité des acteurs institutionnels actuels de conclure des accords sur base d'une culture partagée, bien qu'étant adversaires.

¹ Pour plus de détails on consultera la remarquable bande dessinée de Harald FRANSSEN, *Un cœur en commun. La belge histoire de la sécurité sociale*, Éditions Delcourt, 2020.

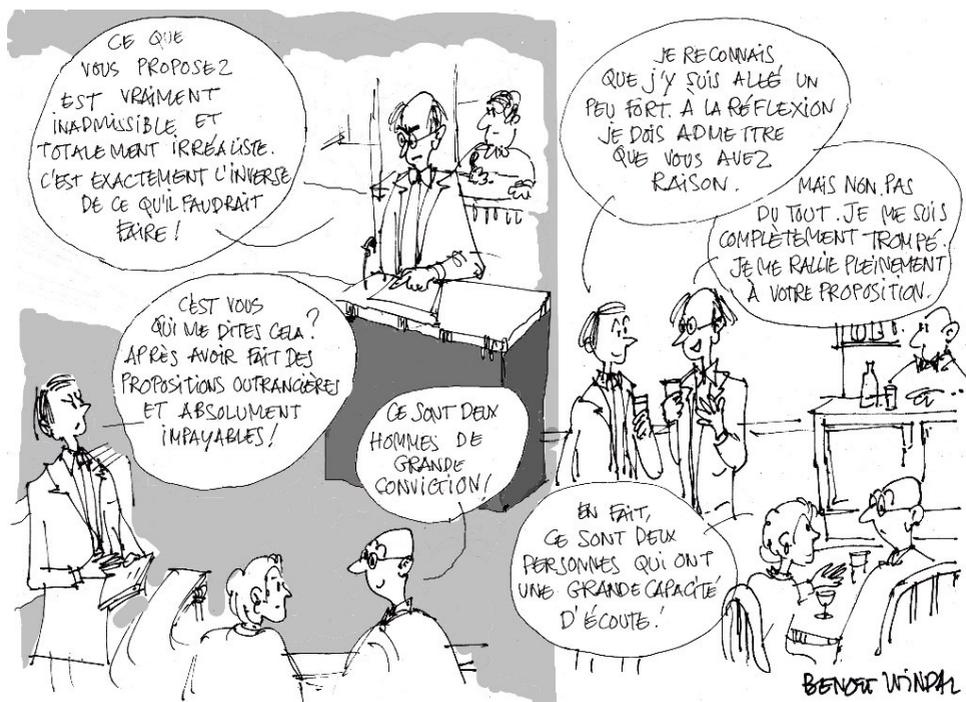
Il est utile de rappeler ici que l'action organisée est toujours une histoire humaine dans laquelle l'expérience et les convictions partagées nourrissent engagements et prises de décision : le rejet du fascisme et la recherche d'une société pacifiée dans le premier exemple cité ont constitué un élément fondateur pour arriver à un accord global. Le deuxième exemple que je peux citer pour l'avoir étudié de plus près, est celui des circonstances qui ont abouti peu à peu à la refonte de l'enseignement aux adultes¹. Le 16 avril 1991 est en effet voté un décret de la Communauté Française (FWB aujourd'hui) qui « organise l'enseignement de promotion sociale ». Celui-ci apparaît encore aujourd'hui comme un système en tension entre trois pôles : l'enseignement, la formation professionnelle et l'éducation permanente². L'enseignement délivre des certificats et diplômes au terme de formations longues. Le secteur de la formation professionnelle délivre des titres de qualification, « souvent en unités courtes et avec une visée d'intégration rapide dans le milieu de travail ». L'éducation permanente (ou populaire, dans l'acception française que je préfère) permet aux personnes de confronter leurs expériences, de se former dans une vie citoyenne sans mission certificative : la confrontation des idées permet l'élargissement des représentations de la vie sociale, l'approfondissement d'engagements personnels et la mise en commun de pratiques réflexives.

Sans entrer dans l'ensemble des détails, la coalition gouvernementale au pouvoir en Communauté Française à la fin des années 1980 (socialiste et sociale-chrétienne) a été confrontée à l'évolution du public de l'Enseignement de Promotion Sociale (selon l'appellation officielle depuis la loi de 1970) et est amenée à la nécessité de repenser un système né des « cours du soir et du dimanche », notamment face à l'apparition d'une population de plus en plus grande de personnes sans emploi, et à l'organisation en journée et plus seulement en soirée. Pendant plus d'un an, des groupes de travail ont permis aux responsables des cabinets ministériels, de représentants de l'administration et des fédérations de pouvoirs organisateurs et des acteurs du monde socioéconomique (fédérations patronales et syndicales) de se rencontrer et d'élaborer un ensemble de règles de droit qui rythment aujourd'hui encore l'enseignement aux adultes à différents niveaux du Cadre

¹ L'enseignement de promotion sociale, EPS en acronyme.

² Pour plus de renseignements v. J. PIRSON, *L'enseignement de promotion sociale au croisement des chemins*, Les Cahiers de Recherche du GIRSEF, n° 123, Louvain la Neuve, Janvier 2021 (dispo en ligne), 85 pages. V. aussi G. LIÉNARD, J. PIRSON, *Agirs dans la crise : enjeux de l'enseignement de promotion sociale*. Cahiers du CIRTES n° 6, Presses Universitaire de Louvain, 2011.

Européen des Certifications (ou CEC, allant de l'alphabétisation à des titres de Bachelier et à certains titres de Master et de spécialisation post-universitaire). Ce second exemple montre, à travers la préparation du Décret de 1991 et sa mise en application par un ensemble d'Arrêtés, l'efficacité d'un dispositif de coopération entre acteurs opposés sur un certain nombre de domaines sociaux, et portant le souci commun d'un enseignement qualifié souvent de « seconde chance » et axé sur deux objectifs de base : « concourir à l'épanouissement individuel » et « répondre aux besoins et demandes en formation... d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels »¹. L'étude de l'évolution de l'enseignement aux adultes (ou EPS) en système modulaire montre de manière constante cette dynamique conflictuelle à l'œuvre de manière positive, là où se sont construits des espaces de confiance. Les décideurs institutionnels de 1991 étaient motivés par une culture commune de la « démocratie culturelle » et de la « promotion sociale » des années 1970. Cette dynamique a pu être observée en France à la même époque, sous l'influence de personnalités comme Jacques Delors et Bertrand Schwartz.



¹ Décret du 16 avril 1991, art.7. V. J. PIRSON, op.cit., pp. 76-79.

3. Citoyenneté et « urbanité »

Dernièrement l'historienne Caroline Sägesser, chercheuse au CRISP, expliquait que l'on ne pouvait de manière arbitraire appliquer le modèle suisse des votations et consultations régulières à la Belgique Fédérale. En effet, en Suisse existe une culture de ce type de procédures au fil des ans. Toutefois elle estimait que le niveau local pouvait permettre d'expérimenter un travail démocratique précis et susceptible d'être évalué avant son extension.

L'historique d'une association comme *Inter-Environnement Bruxelles* est porteur d'enseignements pour construire demain. Luc Maréchal et René Schoonbrodt l'ont expliqué de manière magistrale dans un essai qui reste, selon moi et d'autres, une référence exemplaire¹. Leur questionnement vise notamment la possibilité de produire des effets démocratiques « au-delà des inégalités de formation et de fortune » et d'aider au « dépassement des handicaps économiques et sociaux qui excluent une partie importante de la population ». La gestion des conflits est estimée « urbaine » quand elle respecte les droits d'autrui : l'éthique de ces conflits peut être qualifiée « d'urbanité » pour reprendre les termes précisés par Inter-Environnement.

L'espace politique, au sens large de mode d'habitat et de gestion de la cité humaine n'est pas un champ de foire, ou un simple lieu de spectacle de jeux d'oligarques, comme pourrait le laisser penser un certain usage des médias et des réseaux sociaux. Une question par contre est posée de manière récurrente : quel est le niveau d'autorité le plus compétent et le plus proche des groupes de personnes concernés pour agir de manière efficace. C'est ce que l'on nomme le principe de subsidiarité, déjà mis en évidence par le philosophe Aristote et repris par plusieurs Pères de l'Église grecque ou latine. C'est dans ce contexte que peuvent être posés des espaces et des temps qui peuvent permettre une coopération efficace dans l'action citoyenne. Par exemple les mesures prises par des collèges communaux se sont révélées acceptées et intégrées là où a été mis en place un réel travail d'échange, d'information, de confrontation argumentée avant des prises de décision.

Sans conclure tout à fait, j'insisterai sur le fait que la vie citoyenne se construit à plusieurs niveaux et que la démocratie en marche s'édifie aux marges : c'est en allant vers un modèle plus inclusif que la coopération peut s'établir à travers les conflits, dans une tension constante entre l'urgence et la patience, sans illusions, dans la mesure de ce qui est nécessaire, sans

¹ René SCHOONBRODT, Luc MARÉCHAL, *La ville, même petite*. Bruxelles. Éditions Labor (Quartier libre). 2002.

oublier ce que disait l'Abbé Pierre : « La faiblesse de la démocratie, c'est également aux heures difficiles, de ne pouvoir prendre des décisions qui font mal à tout le monde. »¹

Je prolongerai ces analyses et réflexions dans une prochaine édition où je me centrerai davantage sur la situation spécifique de notre Église, à la lisière de la prochaine assemblée synodale, dans une approche à la fois générale et ciblée sur des situations locales spécifiques (par exemple Cour-sur-Heure dans le Hainaut, ou Buizingen dans le Brabant Flamand...) qui n'ont pas connu la même destinée.

Joseph PIRSON

PERSPECTIVE

Relire Emmanuel Mounier « un théologien en veston »

Dans le dernier numéro de cette revue, Claude Rolin et Joseph Pirson nous livraient une recension solide du dernier ouvrage d'Hartmut Rosa, *Pourquoi la démocratie a besoin de la religion*. Et tous les deux y évoquaient la figure d'Emmanuel Mounier, Joseph ajoutant qu' « il est trop souvent oublié à l'heure actuelle »...

La réparation, l'an dernier, chez Salvator, de *L'affrontement chrétien*, avec une longue introduction du philosophe Foucauld Giuliani nous donne l'opportunité de réparer modestement cet oubli, en revenant sur cet ouvrage, bref (une centaine de pages) mais percutant, paru il y a exactement 80 ans.

Les conditions de sa rédaction

Durant l'hiver 1943-1944, Emmanuel Mounier est un homme affaibli et aux aguets. Début 1942, il a été arrêté par la police de Vichy, régime qu'il a cru un moment pouvoir infléchir. Il est emprisonné pendant de longs mois, soupçonné de participer au mouvement de résistance Combat. D'abord incarcéré à Vals-les Bains, une éprouvante grève de la faim lui permet d'être transféré à la prison Saint Paul de Lyon, malgré l'opposition du secrétaire

¹ Abbé PIERRE, *Monde, Mal et Pouvoir*, in *Servir, Paroles de Vie*, 2006.

général de la police, René Bousquet. Lavé du soupçon de complicité avec la résistance, il est acquitté le 30 octobre 1942. Sous un faux nom, il se réfugie avec sa famille, à Dieulefit, en Drôme provençale, et vit dans la pension Beauvallon, à côté de l'école du même nom. Il y restera jusqu'à la libération. Le bourg est le refuge plus ou moins clandestin de nombreux intellectuels, en danger sous l'occupation. Parmi eux : Pierre Emmanuel, Pierre-Jean Jouve, Louis Aragon et Elsa Triolet, René Char, André Rousseaux, Henri-Pierre Roché, Clara Malraux, Andrée Viollis et Georges Sadoul... Pendant la guerre, Dieulefit accueille aussi plus d'un millier de réfugiés.

Mais cet homme, de constitution fragile, diminué par l'incarcération et la grève de la faim, est aussi affecté dans sa vie personnelle. Sa fille Françoise, née en 1938, atteinte d'encéphalite et réduite à une vie végétative, est décédée. Sa revue *Esprit*, fondée en octobre 1932, a été interdite en août 1941, par la censure de Vichy. Lui qui avait dénoncé les accords de Munich (fin septembre 1938), voit une Europe à feu et à sang. Et même si des signes annoncent la défaite du IIIe Reich, il sait que Staline monte en puissance et que le pire est à venir...

Emmanuel Mounier, malgré le tragique de la situation, reste dans l'action et la réflexion, alors qu'on voulait le réduire au silence et à l'inaction. Avec Andrée Viollis, il rédige le journal *Le Résistant de la Drôme*. Il donne régulièrement des conférences à l'école des cadres d'Uriage (dans l'Isère) et marque l'école de sa philosophie. Et on peut imaginer les conversations nouées entre tous ces exilés, concentrés sur un si petit territoire. A l'ombre d'un tilleul, selon des témoins, il rédige, durant l'hiver 43-44, *L'Affrontement chrétien*.

Un message percutant

Les conditions de rédaction du livre influent sur le contenu lui-même. Quand la guerre sera terminée (et certaines nouvelles font croire à cette fin prochaine), l'Europe sera à reconstruire. Et quelle sera la place des chrétiens dans cette immense entreprise ? Emmanuel Mounier pose le sujet à son point d'incandescence. Et comme Péguy, un de ses maîtres à penser (son premier livre, *La pensée de Charles Péguy*, paraît en 1931), il privilégie la dimension de l'« incarnation », vrai test d'authenticité. Il reprend à son compte l'aphorisme de Péguy : « *Le spirituel couche dans le lit de camp du temporel.* » A vouloir les séparer, on s'expose à la trahison.

Dans ce livre, Emmanuel Mounier entreprend un dialogue à distance avec Friedrich Nietzsche, sans doute le philosophe moderne le plus brillamment

anti-chrétien. Le christianisme a-t-il dévirilisé l'homme ? A-t-il mis en place cette morale d'esclaves que dénonçait le philosophe allemand ? Mounier accepte l'attaque et y répond avec vigueur. Renvoyant les timides à leurs « bondieuseries », il montre que le chrétien, nourri par l'Évangile, peut assumer le mouvement de l'histoire, sans entrer dans les compromis et les ambiguïtés. Et qu'il le doit. Cet affrontement au monde et cet affrontement à Dieu ne sont pas dissociables et se nourrissent mutuellement. Renoncer à l'engagement dans l'histoire est impossible : nous sommes déjà « embarqués » et toute abstention est illusoire.

Face au repli individualiste et aux conditionnements collectivistes, il propose une « troisième voie », entre le libéralisme sauvage et le collectivisme totalitaire : le personnalisme communautaire. Non un nouveau système, mais une perspective, une méthode et une exigence. Et chez Mounier, cet engagement repose sur une foi solide : Dieu, le premier, s'est engagé et il n'est pas resté absent de l'histoire. Toujours l'Incarnation...

Les chrétiens doivent donc se faire une haute idée de leur vocation. Reprenant les accents de Georges Bernanos, dans *Les Grands Cimetières sous la Lune* (1938), il s'en prend aux compromissions et aux tiédeurs des chrétiens de son temps. Pour lui, la prudence devient lâcheté et passivité, face au « désordre établi », devant lequel le chrétien doit être « un dissident » ... Loin des sacristies confinées, le chrétien doit abandonner son confort petit-bourgeois. Mounier espère un « christianisme de plein air » ...

Dans un style vigoureux, volontiers pamphlétaire, parfois daté, il pose un questionnement radical sur la capacité des chrétiens à s'engager concrètement dans l'histoire à faire, en prenant enfin au sérieux l'abrupt évangélique. Il en appelle à une reconstruction totale de notre civilisation et à une « révolution spirituelle ».

En 1950 (l'année de sa mort, quelques jours avant ses 45 ans), paraît son dernier livre *Feu la Chrétienté*, comme en écho à *L'Affrontement chrétien*. Il y annonce « la mort de la chrétienté occidentale, féodale et bourgeoise ». Et il affirme : « Une chrétienté nouvelle naîtra demain ou après-demain, de nouvelles couches sociales et de nouvelles greffes extra-européennes. Encore faut-il que nous ne l'étouffions pas avec le cadavre de l'autre. » Des propos qui résonnent parfaitement dans les pages de cette revue...

Marcel CLOTUCHE

Quand la richesse engendre la pauvreté, au pays des collines !

*Qu'as-tu appris à l'école, mon fils, aujourd'hui ?
 J'ai appris que la guerre n'est pas si mal
 Qu'il y a des grandes et des spéciales
 Qu'on s'bat souvent pour son pays
 Et p't'être j'aurai ma chance aussi !*

La chanson de Graeme Allwright pourrait être reprise à tire-larigot par tous les faucons de service dans les quatre coins du monde. Si les armes ne sont pas prêtes à se taire dans nos sociétés, il y a aussi celles qui font moins de bruit parce que nous avons tendance à les oublier. Il y a en effet des conflits que l'on préfère oublier en fermant les yeux ou en se bouchant les oreilles par souci géopolitique ou par simple intérêt économique. La chanson *Sacré dollar* le dit si bien :

*Pour ce petit bout de papier
 Qui peut tout acheter
 Je vois faire autour de moi
 N'importe quoi
 Pour toucher quelques billets... c'est vrai
 Tout le monde se battrait.*

Le Sud-Kivu ne fait pas démentir les problèmes de géopolitique et d'intérêt économique. La richesse en ressources naturelles, et plus spécialement les ressources minières, ont toujours été un point de référence stratégique pour le Congo. Mais les différences politiques de gestion du secteur expliquent les évolutions qui ont marqué l'extraction minière. Celle-ci pourrait être scindée entre une démarche industrielle et une démarche artisanale. L'une comme l'autre se déploie théoriquement sous la férule d'un code minier de 2002 remanié en 2018, mais la situation concrète mêle les deux démarches, ce qui implique que la genèse des minerais est difficile à spécifier.

La richesse minière du Congo ne date pas d'hier. La colonisation belge a mis sur pied une série de sociétés minières qui ont fourni l'or, le diamant et l'uranium. La Belgique s'est enrichie, de même que certaines provinces du Congo (principalement le Katanga). Mais, le revers de la médaille tient à ce que cette évolution a été possible grâce à l'exploitation des travailleurs congolais.

À la sortie de la période coloniale, le pays va être victime d'une série de bouleversements dont principalement la réduction du nombre d'entreprises

minières¹. En 1980, le président Mobutu va essayer de redonner vigueur au secteur, mais la population qui ne digère pas les changements faits de licenciements et de déplacements, va opter pour une exploitation artisanale qui viendra prendre le pas sur l'exploitation industrielle. Mobutu va réagir au quart de tour en centralisant le système minier et en qualifiant l'exploitation artisanale d'illégal.

En 2002, un code minier (revu en 2018) va libéraliser le système et attirer des entreprises internationales. En réalité, ce coup de poker va indéniablement favoriser les investissements étrangers et ouvrir la porte à la corruption. Il n'y aura plus d'arbitre, chaque entreprise jouant selon ses propres règles². Dans cette même logique, Joseph Kabila a choisi de se situer comme agent au service des investissements plutôt que comme agent actif. En 2018, un nouveau Code minier voit le jour pour compléter celui de 2002. De nouveau, cette révision a pour but de rendre le secteur encore plus compétitif avec un régime fiscal et douanier qui joue le jeu de l'investisseur.

Aujourd'hui, les Chinois profitent d'une belle part du gâteau des provinces du sud, soit les trois quarts de la totalité des gisements alors que le quart restant est réservé à l'entreprise Glencore³, au groupe Ventura⁴, et aux Kazakhs d'ENRC⁵.

Dans une étude de la situation⁶, Béatrice Faban cite cette estimation effarante : *Sur ces dix dernières années, l'État congolais n'a bénéficié que d'environ 20 % des dizaines de milliards générés chaque année par ce secteur.*

Si la situation des travailleurs miniers rime avec exploitation, la situation des femmes est encore plus catastrophique. Un tiers de la main-d'œuvre dans l'extraction minière est féminine. Aucune n'exerce une activité « responsable », mais toutes doivent se contenter d'activités subalternes, à savoir « porter » pour « laver, broyer et tamiser ». De plus, comme elles connaissent

¹ Elles ne seront plus que 7.

² Kane Coumba, *Mines en République démocratique du Congo. Un pillage qui réduit une partie de la population à une forme d'esclavage*, dans *Le Monde* du 03/10/2021.

³ Entreprise anglo-suisse.

⁴ Groupe de l'israélien Dan Gertler.

⁵ Eurasian Natural Resources Corporation, multinationale britannique d'origine kazakhe.

⁶ Faban Béatrice, *Semaine minière de la RD Congo : du business sur les épaules des plus vulnérables ? Analyse Justice et Paix*, août 2018.

un degré d'alphabétisation souvent inférieur, elles sont comme un oiseau pour le chat : les abus sexuels et la prostitution sont monnaie courante.

À côté des ressources minières, il y a un autre secteur qui aide les habitants du Sud-Kivu à « survivre » : l'agriculture.

Si, selon la banque Mondiale, beaucoup de congolais¹ vivent en zones rurales et y travaillent la terre, ils y peinent à subvenir à leurs besoins car les récoltes, essentiellement destinées à l'alimentation humaine, sont vendues sur des marchés locaux.

Il y a encore quelques grandes exploitations d'État, mais confiées à des hommes d'affaires, des nantis ou des Rwandais, qui administrent en « patrons » en laissant à des ouvriers la gestion sur le terrain.

Si la terre bukavienne peut être qualifiée de sol fertile², la population connaît surtout l'insécurité alimentaire.

Une alimentation équilibrée relève plutôt du rêve et ce sont les femmes enceintes et les petits enfants qui en sont les premières victimes.

Si les dirigeants européens ne cessent de répéter qu'il faut viser une neutralité carbone pour 2050, le changement d'énergie passera par une extraction croissante de nombreuses matières premières : le lithium, le cobalt et le nickel pour fabriquer nos batteries, le cuivre pour les stations de recharge, le silicium comme principal composant des puces électroniques, des transistors et des circuits intégrés... et toutes les autres.

Comme l'Union Européenne n'extrait aucun de ces minerais, il faut aller les « acheter » ailleurs, et notamment en RDC, mais dans le cadre d'une opération commerciale intéressante... pour l'acquéreur !

Au-delà de l'intérêt purement économique, il y a la situation politique qui vient interférer tout en laissant la communauté internationale dans l'expectative. Trente ans après le génocide des Tutsis au Rwanda, il y a de nouveau des combats meurtriers au Kivu, entre des forces congolaises et des milices armées du mouvement M23. Ce mouvement du 23 mars 2012 engloberait 2500 membres, surtout Tutsi.

Le président congolais Tshisekedi affirme que ce groupe armé est soutenu financièrement et matériellement par le Rwanda.

La France et les USA ont demandé à Paul Kagame que le Rwanda « cesse tout soutien au M23 et se retire du territoire congolais ». Le gouvernement

¹ Plus de 60 %.

² Climat humide et chaud.



congolais soutient que le Rwanda cherche à s'emparer des minerais congolais dans une région qui s'affiche comme grande pourvoyeuse de coltan.

Mais l'ombre du conflit ethnique habite aussi la région. En 1994, beaucoup de réfugiés hutu rwandais ont fui vers le Kivu, par peur des représailles de Kigali. La plupart sont rentrés au Rwanda mais Kigali a affiché une réaction musclée depuis le génocide devant cette présence de ceux que les autorités rwandaises appellent des « extrémistes hutu ». De son côté, le M23 ne cesse de clamer qu'il veut défendre les populations tutsi congolaises.

Pouvons-nous changer quelque chose face à cette situation ?

Si une grande partie des métaux provenant du sol congolais sont nécessaires à nos biens de consommation en Europe, nous sommes donc aussi responsables dans les choix de vie : la « solidarité » en lieu et place du « chacun pour soi ».

Cette solidarité suppose des réformes efficaces dans un questionnement sur nos besoins, et notre liberté énergétique.

Un Congo producteur pour une Europe consommatrice ? Comment instaurer un rapport vraiment humain en lieu et place d'une attitude néo-colonialiste !

Graeme Allwright chantait : *Qu'on s'bat souvent pour son pays
Et p't'être j'aurai ma chance aussi !*

La chance ne serait-elle pas plutôt associée au fait de ne pas connaître la guerre. Si tu veux la paix, sois sur tes gardes, prépare la guerre, disent certains politiciens. Si l'on disait plutôt que la justice est un gage de paix. Alors, *si tu veux la paix, engage-toi sur un chemin de justice qui fera naître la solidarité !*

Philippe LIESSE

Se réformer ou mourir

Sept théologiennes prennent la parole

Au terme d'une lecture attentive alors que je n'ai aucune expertise en termes d'analyse de textes théologiques, je suis impressionnée par les témoignages, les questionnements, les analyses et les pistes évoqués pour une réforme en profondeur à mettre en œuvre sans tarder afin de retrouver une Église ouverte où chacun, hommes et femmes, pauvres et malmenés par la vie pourront trouver leur place. C'est-à-dire une Église qui a fait le ménage vis-à-vis des trop nombreuses dérives et déviances en vue de les éradiquer. Je me risque à mettre en évidence les points d'analyse qui ont particulièrement retenu à mon attention.



Cet ouvrage présente la réflexion de sept femmes, théologiennes issues pour la plupart de différents diocèses français, qui ont risqué une parole, des questionnements, des critiques parfois très vives d'une institution sclérosée, et qui a trop souvent protégé des clercs au comportement pour le moins pervers. Cependant, elles ne se limitent pas à déconstruire ces fonctionnements, elles émettent des pistes pour retrouver et faire vivre une Église qui soit un « corps du Christ » vivant et cheminant.

Une contributrice a proposé d'inverser les termes du titre : *Mourir ou se réformer* qui illustre de manière plus crue le dilemme de l'institution.

Cette lecture m'a paru très éclairante, dans sa diversité d'approches. Toutes n'abordent pas directement la problématique des abus sexuels et de pouvoir dans l'Église mais toutes mettent en évidence le « machisme » en œuvre dans le fonctionnement quotidien et à tous les échelons dans l'institution, même si les quelques ouvertures ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt.

Il ne faut pas se voiler la face, l'Église n'est pas mise en danger par des anticléricaux virulents, elle se vide lentement et sûrement de ses forces vives. On peut constater la raréfaction des lieux de célébrations non seulement pour la messe du dimanche mais aussi aux différentes étapes de la vie : baptême, mariage, funérailles... Parallèlement, on constate des nouvelles formes de célébrations, oasis au milieu du vaste désert des rassemblements communautaires des croyants.

La question particulière, qui me semble-t-il n'a guère été évoquée par ces théologiennes, est l'importation dans nos pays d'un clergé venu d'ailleurs, principalement de pays africains, ou de Pologne. Si des relations positives se sont créées dans certaines paroisses, la différence de culture et la mécompréhension réciproques ont parfois accentué le processus de désaffiliation de certains paroissiens ou paroissiennes.

Revenons-en aux observations et questionnements qui nous concernent.

Lucetta Scaraffia met en évidence la crise grave que traverse l'Église enfermée dans sa mutité face aux problèmes moraux et éthiques alors qu'elle aurait tant à dire. Cette auteure, et d'autres dont Véronique Margron, pointent les abus sexuels et de pouvoir de la part de certains religieux vis-à-vis de personnes fragiles (enfants, jeunes femmes, religieuses). Abus trop souvent niés ou dissimulés.

De son côté, Marie-Jo Thiel insiste sur le fait que ces abus sont des crimes ou des délits aux conséquences tragiques pour les victimes, qui durent parfois des mois voire des années, même si elle reconnaît que la voix des femmes qui dénoncent ces abus est entendue davantage dans la sphère publique.

Anne-Marie Pelletier aborde une autre dérive dans la non-inclusion des femmes au sein de l'Église.

La théologie traditionnelle réduit la femme à un rôle de subalterne au sein de l'institution en dépit de quelques ouvertures (telle l'élévation de femmes dans les années septante au rang de Docteur de l'Église) tandis que le diaconat ne leur est officiellement pas encore attribué. On laisse à la femme, la sensibilité, le « care ».

Mais la femme est aussi victime d'autres stéréotypes : elle est dangereuse pour l'homme car séductrice, manipulatrice. Il faut donc tenir les clercs à distance des femmes.

Nous sommes dans une théologie qui pense l'Église à partir de deux principes. Le premier pourrait être qualifié de « marial » : le Féminin dont

Marie est le modèle idéal qui porte l'identité mystique de l'Église. Cette dérive vécue douloureusement par les victimes de prédateurs au sein de l'Église est aussi clairement évoquée par **Marie-Jo Thiel**. Le second, « pétrinien », assimilé au pouvoir ecclésiastique, vise à sanctifier et gouverner les fidèles. On devine le piège : la femme n'a pas à se commettre dans la gestion du présent de l'institution qui reste l'apanage des hommes. Ceci protège l'ordre ecclésial hiérarchique.

On oublie que la théologie la plus ancienne n'évoque pas la masculinité de Jésus mais sa participation à l'humanité. Tant que cette appréhension de l'Église reste dominante, on ne peut espérer un renouvellement de sens vers une plus grande égalité évangélique. D'où l'urgence de réintroduire la place de Marie-Madeleine comme témoin de la Résurrection. Marie-Jo Thiel insiste aussi sur le fait que ce sont les femmes qui ont assisté à la Résurrection.

Saint Paul met aussi en évidence que les « charismes » ne sont pas réservés aux hommes. Dans la jeune Église, la fraternité baptismale réunit les croyants et c'est cette fraternité qu'il convient de retrouver en donnant la parole au « tous ensemble ».

En Amazonie, la responsabilité diaconale est déjà exercée par des femmes et, en Europe, des femmes sont aumônières de prison ou d'hôpital.

Mais les enjeux fondamentaux ne passent pas seulement par des réaménagements fonctionnels.

Il est urgent de faire passer et intégrer dans le vécu au masculin et au féminin la proclamation de l'identité baptismale. Et aussi que Dieu est le Dieu de tous, pas seulement des clercs mais de tous les baptisés.

Anne-Marie Pelletier évoque le processus synodal qui inclut 70 personnes non clercs (hommes et femmes) qui induit une marche à ne pas ignorer et en espérant que cette confiance ne soit pas déçue.

De même que Marie-Jo Thiel, qui met en évidence les points que je synthétise.

La voix des femmes qui dénoncent les discriminations et inégalités entame une marche irréversible vers l'émancipation. Pour elle, l'intégration des femmes dans les ministères ecclésiastiques a une valeur symbolique, tandis que l'exclusion est incompréhensible. Les femmes puisent dans la liberté christique la libération des tutelles dominatrices pour s'assumer en baptisées responsables. On le voit notamment dans des paroisses. Elle rappelle, si

nécessaire, que les inégalités hommes-femmes ne sont pas dans la nature, mais dans l'ordre social et les clivages établis. Et au sein de l'institution, si leur service est apprécié, leur voix est trop souvent ignorée.

Nombre de chrétiennes découvrent la liberté de Jésus en opposition aux préjugés de son temps et que tous les baptisés reçoivent la fraternité. Invitation à rechercher des nouveaux modèles de ministères accessibles à tous en véritable construction synodale.

Isabelle de la Garanderie formule autrement la question de la réforme : « Et si réformer l'Église, c'était oser la ressourcer dans tout ce qu'elle contient de ruisseaux vifs et parfois capricants, différents dans leur forme, débit ou leur localisation mais tirés de l'unique eau vive venue du côté du Christ ? » L'Église doit être réformée parce que vivante, mais la réforme n'est pas un but en soi mais un processus de croissance. Opportunités pour en revenir à l'essentiel et cela en accord avec le Pape François, inspirées par la miséricorde. Il appelle à la conversion personnelle et communautaire dans la relation avec le Seigneur et les humains. L'auteure développe le recours à l'ensemble de la communauté dans la recherche de l'unité et de la « catholicité ». Elle invite au discernement : « si tu veux savoir ce que croit la Mère Église, tourne-toi vers le magistère, mais si tu veux savoir comment croit l'Église, tourne-toi vers le peuple fidèle ». Elle plaide pour une Église de l'écoute mutuelle et du partage de la Parole. Elle met en évidence la parole de François : « je désire une Église pour les pauvres, nous devons nous laisser évangéliser par eux et surtout écouter leur parole ».

Elle fait le constat que trop souvent, nous nous autocensurons devant l'autorité et elle nous invite à retrouver la fine brise légère et oser porter la bonne nouvelle du Christ à nos contemporains.

Après avoir évoqué la crise dans l'Église et le refus de bien des baptisés de s'en reconnaître encore comme membres, **Laure Blanchon** aborde la question par le biais du chemin à tisser avec les plus pauvres. Question évoquée par Isabelle de la Garanderie. Laure Blanchon met en évidence une dynamique de diaconie enclenchée dans les diocèses de France, et dans des groupes de partage de la parole de Dieu avec des personnes en grande précarité. Seront-ce les pauvres qui vont renouveler la face de l'Église ? Pour ce faire, il nous faut quitter nos peurs, nos résistances, nos volontés de les tenir à l'écart. Trop souvent dans nos assemblées nous retrouvons l'entre soi alors que les pages de l'évangile sont remplies de personnes marquées par une grande pauvreté, la misère, la possession démoniaque. Or dans notre monde, les très pauvres font œuvre de vérité et dévoilent que l'humain

n'existe que par les relations bienveillantes et nous rappellent que le rapport au temps est essentiel : il leur faut du temps pour se risquer à la confiance, se rencontrer dans le respect et il nous faut nous laisser évangéliser dans la joie de marcher ensemble chacun recevant de l'autre. En les écoutant témoigner de leur relation avec Dieu, on découvre le Dieu fidèle avec nous jusqu'à la misère et l'humiliation les plus profondes qui ouvre des chemins là où plus rien ne semblait possible. Le salut est un chemin, il se déploie dans une histoire, il reste précaire et en même temps, il fait promesse. Pour l'auteure, les plus pauvres témoins de la vie divine accomplissent une diaconie du mystère de Dieu au cœur des communautés chrétiennes.

La dernière intervenante, **Anne Soupa**, nous dit d'emblée que la réforme de l'Église est un sujet aussi éternel que les commentaires sur le temps qu'il fait. Devant l'ampleur de la tâche, elle en privilégie deux : l'inclusion et l'inculturation. L'inclusion est une priorité, l'Église est la maison commune, les sacrements ne sont pas réservés aux purs, mais à ceux qui en ont besoin. Jésus a toujours refusé l'exclusion quelle qu'elle soit.

Et cependant, dans l'histoire, cette inclusion est difficile à tenir. L'exclusion est l'œuvre du diviseur et, depuis une cinquantaine d'années, l'Église est redevenue une machine à exclure qu'elle a longtemps été en temps de chrétienté : entreprise de marginalisation, l'entre soi, l'exclusion des sacrements des divorcés remariés ou personnes homosexuelles. Ceci sans évoquer l'exclusion, non seulement effective mais admise des femmes de la prêtrise et donc de la participation aux décisions. « Célèbre-t-on avec son pénis ? » déclare-t-elle avec fermeté !

Mais dans l'état actuel de fragilité du ministère, peut-on sérieusement envisager d'ordonner des femmes ? Le pape François dit certes que ce serait « cléricaiser » les femmes, mais il n'a pas proposé de décléricaiser les hommes. Jean-Paul II définit les laïcs comme l'ensemble du peuple chrétien qui ne sont pas membres de l'ordre sacré et de l'état religieux reconnu par l'Église. Pour lui, ce qui constitue le ministère, ce n'est pas l'activité en elle-même mais l'ordination sacramentelle, alors que le Nouveau Testament part des charismes des personnes pour définir ensuite les fonctions. Et de là nous pourrions inventer une ordination particulière qui ouvrirait la porte à des laïcs pourvus de charismes spécifiques.

La voie baptismale appelle à une Église inclusive qui doit se penser à partir de la qualité de prêtre, prophète et roi que confère le baptême.

L'Église doit apprendre à écouter le monde dans lequel elle vit ; or elle ne sait ni comprendre ni parler le langage de tout le monde. D'où la nécessité de se réinculturer et d'entendre le profond désarroi de ses frères et sœurs. Elle doit instituer un ministère de l'écoute. Comme la plupart des autres théologiennes, Anne Soupa invite l'Église à prendre appui sur les chrétiens des premiers siècles, témoins de la bonne nouvelle, à hauteur d'homme sans surplomb institutionnel.

L'universalisme de l'Église ne dépend pas de l'uniformité des disciplines et il est évident que l'inculturation est plus efficace si les décisions sont prises auprès des bénéficiaires. Elle signale que le pouvoir à Rome laisse planer le doute sur sa véritable intention de mettre en débat le mode de gouvernance, la sacralité des prêtres, leur état de vie...

Un autre constat : la vitalité des Églises africaines, asiatiques et sud-américaines alors que son influence décroît en Europe. Pour certains chrétiens européens, l'Église est devenue fragile et rigide et ils pensent qu'il vaut mieux la laisser décliner en paix et disparaître. Ce qui laisse l'auteure grandement insatisfaite : pour elle, le christianisme ne peut se transmettre que de visage en visage. Accepter d'accompagner une traversée douloureuse presque désespérée où l'espérance peut prendre corps. L'Église est une institution mortelle qui ne doit pas cacher l'Église du Christ qui est bien au-delà de cette institution. Le risque est aussi de renvoyer la finalité de l'Église au terme de l'Histoire en niant toute valeur immédiate. Pour Anne Soupa, les fins de l'Église sont au nombre de trois : annoncer une Bonne Nouvelle, faire advenir un Royaume à la fois là et en ad-venir ; et enfin, obéir au commandement de l'Amour rappelé par Jésus. Enfin elle développe une théologie de la Résurrection, porteuse d'espérance et du feu qui tonifie l'existence.

Après cette présentation des différents articles des théologiennes, je garde à la fois l'analyse rigoureuse, courageuse dans la dénonciation des dérives criminelles de membres d'une institution et de la frilosité de son gouvernement à réagir, et l'injonction à remettre en question le fonctionnement clérical qui crée une caste élitiste. Bien loin du projet christique de toutes et tous, sœurs et frères au nom d'un même baptême, porteuses et porteurs de la Bonne Nouvelle.

Les dernières pages d'Anne Soupa sur la résurrection me semblent éclairer les interventions de ses co-rédactrices sur l'espérance chrétienne, à vivre comme baptisés en actes, en union à l'Amour, au cœur du message du Christ.

Monique GOOSSE

Pourquoi "punir" Don Bosco à Buizingen ?

Le 20 mars dernier, le Vicariat du Brabant flamand a publié un communiqué pour faire savoir que la paroisse Don Bosco de Buizingen n'avait plus droit à cette qualification mais devenait une "communauté de foi indépendante". Entendons bien sûr que l'accent porte sur "indépendante", pas sur le fait qu'une "paroisse" devienne une "communauté"...

« Après une longue concertation et plusieurs réunions au cours de l'année et demie écoulée, le vicariat du Brabant flamand et de Malines (qui fait partie de l'archidiocèse de Malines-Bruxelles), a constaté avec l'équipe paroissiale de Don Bosco Buizingen, que des divergences importantes subsistaient, principalement dans la vision de la célébration et de la présidence des sacrements. [...] »

Comme un certain nombre d'entre vous, nous connaissons assez bien la paroisse de Buizingen et son mode de fonctionnement pour l'avoir fréquentée parfois ou pour y connaître des amis. C'est là que nous avons été chaleureusement accueillis en septembre 2014 pour la grande rencontre européenne des communautés de base et les lieux se prêtaient admirablement à nos habitudes de célébration et de participation. Depuis 15 ans et le départ à la retraite de son curé Rik Devillé, cette communauté fonctionne sous une forme démocratique et participative : c'est une vraie paroisse, avec tous les services que cela comprend, mais qui est loin de n'être qu'un lieu de culte, avec ses locaux disponibles pour bien d'autres activités et des équipes responsables. Le texte du communiqué ne parle pas de ces autres dimensions et ne relève pas ces aspects évidemment très positifs. Il se concentre sur « les divergences majeures concernant la célébration et la présidence des sacrements » ... Car cette paroisse fonctionne sans prêtre, y compris pour les célébrations et même pour l'eucharistie...

L'affaire a été modérément médiatisée, en particulier par trois articles du journal *Dimanche* sous la plume de Christophe Herinckx qui décrit assez bien la situation.¹ Mais dès qu'il en vient à l'analyse, il souligne que « plusieurs dimensions essentielles de la foi sont absentes de la célébration » allant même jusqu'à demander « en quoi croit l'assemblée paroissiale de Buizingen ». Il reconnaît bien sûr que « aujourd'hui le rôle du prêtre et la portée de son

¹ <https://www.cathobel.be/?s=Buizingen>

ordination sont questionnés de manière plus ou moins fondamentale », mais ne propose d'y répondre qu'avec l'argument de la "validité" sacramentelle, assurée seulement par la présence du prêtre. C'est une théologie que nous ne pouvons plus entendre aujourd'hui, entre autres raisons parce qu'elle s'appuie sur un changement soi-disant "ontologique" du prêtre opéré par l'ordination qui lui donnerait comme par magie un "pouvoir" – d'agir *in persona Christi* – dont ne peuvent pas disposer les laïcs. Nous ne pouvons plus admettre que le prêtre soit un "autre Christ" autrement et mieux que nous ne le sommes par notre baptême.

De plus, la suspicion exprimée quant au contenu de la foi des personnes visées nous pose question car elle procède d'une conception extrêmement fermée et même très pauvre de l'eucharistie ainsi que des sacrements en général. La "vérité de la foi" ne pourrait-elle s'exprimer de manières très diverses selon les époques et les cultures et ne s'en trouverait-elle pas ainsi plus riche et plus belle ? Il y a longtemps qu'on l'a admis en comparant, par exemple et pour faire court, nos prières eucharistiques latines très centrées sur les paroles de la consécration avec les anciennes anaphores orientales plus orientées sur l'épiclese. Mieux encore : oublierait-on que pour toute la tradition ancienne, le "Corps du Christ", son corps "réel", c'est l'Église, ce sont les chrétiens, et que le pain et le vin eucharistiques en sont le "corps mystique" ? Ce sont les controverses des 12^e et 13^e siècles qui ont produit l'inversion des significations en attribuant à ces derniers un caractère de "réalité" et même de "matérialité"...

Ces discussions sur la nécessité absolue du prêtre pour les sacrements et plus particulièrement pour l'eucharistie n'est évidemment pas neuve ! On se rappellera la controverse qui avait suivi le document des dominicains hollandais *Kerk en Ambt* en 2007 : ils plaidaient pour que l'Église à l'avenir permette à des membres de la communauté de présider les célébrations et même pour que les communautés prennent des initiatives en ce sens. Nous avons publié l'explication d'un des auteurs, André Lascaris, ainsi que les commentaires de Gérard Fourez, Ignace Berten et Paul Tihon¹. Et l'année précédente, *Hors-les-Murs* avait déjà consacré son Assemblée Générale à cette question avec la participation très appréciée d'Ignace.² Les analyses critiques des théologiens à l'époque méritent toujours l'attention.

¹ Le texte intégral en français et les commentaires en question sont accessibles sur notre site : <https://paves-reseau.be/revue.php?id=762>. Pour aller plus loin, lire aussi : Paul TIHON, *Sur l'animation des communautés catholiques. La présidence de l'eucharistie, un débat clos ?* in *Revue Théologique de Louvain*, 2008, 39/4, p. 492-519. En accès libre : [Sur l'animation des communautés catholiques. La présidence de l'eucharistie, un débat clos ? - Persée \(persee.fr\)](https://paves-reseau.be/revue.php?id=255)

² <https://paves-reseau.be/revue.php?id=255>

On se souviendra aussi de "l'excommunication" de Gert et Martha Heizer de Innsbruck en 2014 (qui étaient à l'origine de *We-Are-Church* en 1995) pour avoir célébré l'eucharistie sans prêtre. La mesure avait suscité une indignation générale, mais elle avait surtout été une nouvelle occasion de réfléchir et débattre à ce propos.¹

Mais il faut bien reconnaître qu'on n'a pas avancé d'un pouce, et peut-être même que la peur l'emporte de plus en plus face à des remises en question jugées trop radicales voire au risque de divisions ou de schismes : l'autorité a donc choisi de ne plus poursuivre "l'expérience ecclésiale" de Buizingen tolérée jusqu'ici, mais semble disposée cependant à continuer le dialogue.

Difficile de ne pas faire le lien avec la controverse du moment après que le pape François ait dit un "non" retentissant au diaconat des femmes, presque aussi catégorique que celui de Jean-Paul II à leur ordination presbytérale en 1994... Quand on sait que c'est une femme qui préside à la communauté et souvent à la célébration à Buizingen...

Il y a 10 ans jour pour jour, l'initiateur du fameux referendum de 1995 écrivait :
« Dans ce contexte, je ne peux que penser à une parabole de Jésus :

En ce temps-là, les pharisiens s'approchèrent de Jésus et lui demandèrent : "Rabbi ! Voilà une femme qui a illégalement célébré l'Eucharistie sans prêtre. Nous avons une vieille loi et selon cette loi, seuls les hommes peuvent être ordonnés prêtres pour célébrer l'Eucharistie. C'est pourquoi elle mérite une punition sévère. Qu'en dites-vous ?" Les Pharisiens voulaient lui tendre un piège.

Jésus répondit par une parabole : "Dans un pays, les dirigeants ont adopté une loi qui interdit aux femmes d'aider les malades. Pendant longtemps les gens se sont plaints que cette loi était injuste et violait les droits humains, mais les dirigeants restaient sourds et réaffirmaient le droit, disant que cette loi s'appliquera pour toute l'éternité. Puis il y eut une femme qui ne pouvait plus supporter cette injustice et qui commença à aider les malades, sachant bien qu'elle transgressait la loi. Donc je vous le demande maintenant : Qui porte la plus grande responsabilité ? Cette femme ou les dirigeants qui s'accrochent à une loi injuste et inhumaine ?"

Alors les Pharisiens restèrent silencieux et s'en allèrent en baissant la tête. »

(Thomas Plankensteiner, in *Tiroler Tageszeitung*, 30 mai 2014)

Pierre COLLET

¹ Voir les articles dans notre revue <https://paves-reseau.be/revue.php?id=1279> ainsi que l'analyse de Joseph PIRSON, *Communauté ou célébrant, quelle priorité ?* <https://paves-reseau.be/revue.php?id=1291>



Préambule

« Faisons donc l'éloge des personnages illustres, de nos pères dans leur génération... », écrivait jadis le sage Ben Sirach (Le Siracide, 44,1.14.15).

Ce beau texte de la Bible invite à garder vif le souvenir de tous ceux (et celles !) qui ont fait l'histoire et ce que nous sommes. Mais ce texte ne cite que des hommes et des personnes illustres. L'histoire des communautés de base a aussi ses personnages illustres. Non seulement des pères, mais aussi des mères... ! Des femmes et des hommes de terrain qui ont voulu donner un visage neuf et plus évangélique aux communautés chrétiennes.

Gisèle est de ceux-là. Elle nous a quittés le 12 avril. *Communautés en Marche* ne pouvait pas ne pas lui rendre hommage. Gisèle a été pendant de longues années l'âme de la coordination des communautés de base. Elle tenait à bout de bras la revue *Communautés en Marche*. Elle avait le souci de créer un réseau où chacun peut trouver soutien et force. Mais Gisèle était aussi une militante tous azimuts. Ce numéro évoque son engagement à *Vie Féminine*, au CEFOC, sa solidarité avec certains pays lointains, son souci d'une foi qui se traduit dans la vie.

Le texte du Siracide se poursuit : « Leur nom vit pour des générations. L'assemblée annoncera leur louange » (Si 44,14-15). Traduisons ce texte poétique mais un peu pompeux : Gisèle merci. Nous ne t'oublierons pas. Tu resteras présente dans nos mémoires.

Vieillir ! C'est notre lot à tous. Cela nous déprime ? Lisez l'article de Léa qui nous assure que « vieillir, c'est passionnant ! ». La Communauté de La Louvière a organisé une fête surprise pour les 90 ans de Jean-Marie Boudart, Boubou, une autre figue historique des communautés. Vous en trouverez écho dans ce numéro.

La vie continue. La revue nous présente deux témoignages de communauté : communauté Cauchy et communauté de Gemmenich. Toutes les deux ont une longue histoire, marquée par des évolutions diverses, mais avec toujours le souci de fidélité à la vie. Dans notre monde qui crève parfois de solitude, ces lieux de vie permettent de garder souffle et de créer des liens.

Le Sud Kivu est une bijouterie à ciel ouvert. Tous les vautours de la planète sont là pour le piller et alimenter la guerre. Patrick Balemba Batumike, né à Bukavu, membre du CIL, nous évoque son parcours, de la Région des Grands Lacs à Bruxelles. « Le souci de la dignité humaine doit être au cœur de toutes nos actions », nous dit-il.

Mais il y a l'avenir à préparer. A la dernière étape du synode à Rome en octobre 2024, les évêques de Belgique présenteront un document, et ils ont proposé au CIL de réagir à leur projet : nous sommes heureux de pouvoir publier la synthèse des réflexions du CIL. Et avant cela, à Pesaro en septembre, se tiendra la rencontre européenne des communautés de base où nous serons les bienvenus. Merci à Sylvie de son engagement dans l'organisation de cette session. Nous avons un écho de leur réunion de préparation avec une présentation de la situation des CCB dans les différents pays. Fragile sauf en Espagne où elles témoignent d'un beau dynamisme. Voilà de la bonne lecture pour les vacances toutes proches !

Étienne MAYENCE

Adieu à Gisèle Vandercammen 1934-2024

Même si cette issue fatale ne faisait plus de doute et était attendue, le départ de Gisèle nous touche énormément tant la place qu'elle occupait dans de si nombreux groupes et réseaux était importante, voire même "évidente". Et comme tous les témoignages qui suivent le diront bien mieux que moi, c'était clairement sa marque ou son "charisme" comme on dit maintenant : Gisèle était une faiseuse de liens, une bâtisseuse de ponts, une mémoire vivante des relations et des contacts...

Il y a plus de deux ans que Gisèle avait dû renoncer à participer aux réunions du Comité de rédaction de notre bulletin PAVÉS car la maladie prenait le dessus, petit à petit. Mais discrètement et sans du tout en faire une question

de "principe", Gisèle avait anticipé son départ en préparant la fusion des fichiers d'abonnés et en confiant la rédaction de la partie CEM à Sylvie. Chapeau, Gisèle pour ta clairvoyance, ton renoncement, ton bon sens.

Bien avant les collaborations entre nos divers groupes et au temps où chacun d'eux publiait son propre bulletin, Gisèle avait hérité de la gestion de *Communautés en Marche* et c'est sur elle qu'il a reposé pendant longtemps, accompagnée du quatuor composé des "Marie" (Marie-Françoise Michot, Marie-Josée Meessen et Marie-Paule Cartuyvels) et votre serviteur. Le décès inattendu d'Ernest Michel en 2000 qui était jusqu'alors notre animateur et notre principale référence, l'a un peu forcée à prendre d'autres responsabilités, et cela dans tous les domaines de la coordination.



Je pense qu'il convient d'évoquer ici le rôle joué par Gisèle à l'international. Si c'est Ernest qui avait été à l'origine du *Collectif Européen des Communautés de Base* et qui avait réussi le remarquable "Congrès de Paris" en 1991, sa succession a été particulièrement difficile à négocier, Gisèle ne reculant même pas devant un voyage en Italie lors d'une réunion nationale pour tenter de renouer un contact perdu ! Les premières années de relance du *Collectif* lui doivent beaucoup, de même que la "réconciliation" avec Édith Kuropatwa pour une restauration des contacts internationaux du réseau PAVÉS avec le *Réseau Européen EN-RE* et avec *We-Are-Church-International*. Et non, Gisèle n'avait pas peur des voyages... Et donc au nom de PAVÉS également, merci Gisèle pour ces presque 25 années d'investissement et de transmission.

Tu avais tout prévu, disait-on en commençant cet hommage... Au point de préparer toi-même la célébration communautaire de "ton" sacrement des malades au Béguinage le 15 avril 2023. Et nous avons donc progressivement fait notre deuil de ta présence, de tes notes et rappels, de tes "piqûres" auxquelles tu tenais tant. Merci pour toutes ces années de partage ! Merci aussi à Elsa et Alice, tes deux filles attentionnées, qui étaient bien là pour t'accompagner, comme toujours.

Pierre COLLET

Gisèle était le pivot de la coordination des Communautés de base

Gisèle était la coordination incarnée. Elle recevait ou rassemblait des nouvelles de tous, et les répercutait à chaque réunion. Elle rédigeait des lettres aux Communautés. Il était pour elle essentiel d'assurer la liaison entre les Communautés, et elle s'y est employée aussi longtemps qu'elle l'a pu.

Plusieurs d'entre nous ont connu l'époque des réunions de la Coordination bruxelloise, à la Poudrière, et des réunions de coordination Wallonie-Bruxelles au CEFOC à Namur. Si Gisèle ne négligeait pas la logistique (clefs, café), et avait toujours des échos à donner d'un événement, d'une Communauté, d'un membre, elle était aussi bien présente sur le contenu, évoquant notamment d'autres lieux dont une connexion avec notre mouvement de base lui apparaissait clairement. Gisèle avait des convictions fortes et elle ne craignait pas le désaccord, elle pouvait être 'rugueuse' par moment. Les Communautés de base sont des lieux de fortes têtes, elle en était une assurément !

C'était aussi l'époque des week-ends de ressourcement qui, avec le temps, se sont limités à des journées. Là aussi, elle était sur tous les fronts, organisant l'accueil, les carrefours, les échanges, la célébration, avec ce mélange de dévouement et d'autorité qui lui était propre. D'avoir dû progressivement reprendre ceci, nous nous rendons compte quel investissement cela représentait, et combien il mérite notre reconnaissance.

Le journal *Communautés En Marche* était un moyen d'assurer du lien entre les Communautés. Gisèle y a consacré ses forces aussi loin qu'elle a pu. Là aussi, jusqu'à la fusion avec la revue commune de PAVÉS, elle assurait indéfectiblement la recherche de contenu, la rédaction d'articles et d'éditoriaux, la mise en page, l'impression, le pliage, l'étiquetage et le transport des caisses jusqu'au bureau de poste !

Il faut rappeler qu'elle a aussi représenté les Communautés de base au Conseil Général de l'Apostolat des Laïcs (CGAL), l'instance portée par des avancées du Concile Vatican II et qui deviendra plus tard le Conseil Interdiocésain des Laïcs (CIL). Jacques Briard a tenu à nous dire combien il avait apprécié les apports de Gisèle au CGAL. Les Communautés étaient sa seconde famille, et nous nous souvenons encore avec émotion de son souhait



de souffler ses 85 bougies avec nous tous à Namur à l'issue de la journée de ressourcement en septembre 2019.

S'il fallait dénombrer les réunions, les rapports, les revues, les articles, les heures de travail, cela donnerait le vertige : Gisèle n'était pas du style à compter son temps ou ses forces, et cet engagement comptait beaucoup pour elle.

Puisse-t-elle nous inspirer une « relève » à la hauteur de son exigence !

Sylvie KEMPGENS et le Bureau de la
Coordination

Gisèle avait été fêtée pour ses 80 ans lors de la rencontre européenne des Communautés de Base en septembre 2014 à Buizingen

Hommage de notre Communauté à Gisèle

Quand on demandait à Gisèle comment elle allait, elle évoquait bien l'un ou l'autre désagrément mais ajoutait aussitôt : « On ne peut pas se plaindre ». Et pourtant, sa vie n'a pas toujours été facile :

- élever seule ses deux filles
- donner des cours de religion à des enfants des écoles officielles à Bruxelles.

Mais c'est surtout sa vie qui a été un parcours inspiré par l'évangile :

- je pense notamment à son implication de longues années à l'Auberge de la Paix

- un séjour de plusieurs mois au Chiapas (Mexique) où sa seule présence de femme occidentale constituait une protection pour les indigènes qui revendiquaient leur autonomie
- ou encore sa participation au voyage de soutien au peuple palestinien organisé en Israël par le MCP (Mouvement Chrétien pour la Paix)
- et que dire encore de son engagement fidèle dans la Communauté du Béguinage, qui s'est distinguée par sa solidarité avec les migrants et les sans-papiers
- ou enfin à son rôle essentiel à la Coordination des Communautés de Base de Wallonie-Bruxelles où elle avait le souci de valoriser les initiatives locales.

Quand je vois tous ces lieux où elle a été vivante, sans compter tous les autres que d'autres auront évoqués, je me demande ce qu'elle aurait répondu à la question : « Est-ce que tu penses avoir eu une belle vie ? » Peut-être aurait-elle dit avec un petit sourire : « On ne peut pas se plaindre ».

André DEGAND, *Communauté du Relais*

A la dernière réunion du Relais, nous avons partagé nos souvenirs les plus marquants à ses côtés.

André reste impressionné par les cahiers de Gisèle : jusqu'à la dernière réunion qu'elle a partagée avec le petit Relais, elle a tenu à consigner ce qu'elle entendait. Jean abonde : il admire la façon dont Gisèle était capable d'entendre et de capter les besoins, les appels, les signaux. Elle était toujours en alerte et à l'écoute.

Raymonde retiendra sa persévérance, son énergie dans l'engagement, et son souci constant des plus faibles. Ainsi sa présence au comité de rédaction de PAVES, où elle attachait beaucoup d'importance à ce que la revue reste accessible au plus grand nombre, insistant en permanence pour qu'à côté d'articles à teneur plus intellectuelle, on n'oublie pas les pages consacrées aux échos de la base et à la vie des communautés. Rita, quant à elle, se rappelle de leur voyage en Palestine avec le MCP.

Sylvie enfin se souvient de la façon dont Gisèle enrôlait au Relais les nouvelles résidentes des Jardins du Béguinage : dans son esprit, il y avait une évidence à participer à une Communauté de base quand on s'engageait dans ce projet d'habitat groupé pour s'épauler dans ses vieux jours.

Elle aura tenu ce cap, ces caps jusqu'au bout de ses forces. « Il faudra continuer », disait-elle quelques jours avant de nous quitter.

Gisèle féministe !

J'ai fait la connaissance de Gisèle il y a à peu près 70 ans ! Elle était dans l'équipe des responsables de la JOC à Rebecq, fort investie auprès des filles employées dans les filatures (à l'époque on pouvait se retrouver ouvrière en usine dès 14 ans !).

Dans les années '90, nous avons repris du service ensemble dans *la Maison Mosaïque* d'Etterbeek. C'est *Vie Féminine* qui avait lancé cette initiative de centres d'accueil et d'alphabétisation pour immigrés et réfugiés. Ce sont surtout des femmes qui les fréquentaient, et ça permettait que les maris donnent leur accord : ils auraient probablement refusé que leurs femmes participent à des groupes mixtes ! Sortir de chez elles : c'est la liberté que *la Maison Mosaïque* offrait à ces femmes, généralement d'un certain âge. Et encore certaines devaient-elles batailler pour pouvoir y aller.

Il y avait les groupes d'alphabétisation donc, mais aussi des ateliers, des activités culturelles, des excursions. Il s'agissait d'élargir l'horizon de ces femmes qui, pour certaines, n'avaient même jamais pris le métro ! Il faut imaginer une cinquantaine de femmes au château de La Hulpe, à Beloeil, à la Côte !

Gisèle avait pris en charge le groupe le plus ardu : des femmes qui ne savaient ni lire ni écrire le français, en grande majorité d'origine marocaine. Pendant dix bonnes années, elle les a vues deux fois par semaine. Elle les faisait avancer tout doucement, préparant beaucoup de visuel, privilégiant l'oral, témoignant de l'intérêt pour ce que chacune vivait. Que ces femmes puissent parler et se retrouver entre elles, c'était sans doute l'essentiel des rencontres.

Positive, ne critiquant jamais 'ses' femmes, Gisèle aimait cet investissement. Elle leur était attachée, et déployait à leur égard des trésors de patience et d'inventivité. Elle avait ainsi instauré un moment de relaxation pour démarquer les séances : ces femmes avaient tant de problèmes, se poser ainsi, respirer leur était bénéfique.

Et bien entendu, à côté des formations et échanges entre animateurs, Gisèle prenait également part aux réunions de *Vie Féminine*, non seulement à Etterbeek, mais aussi au niveau bruxellois.

Mon souvenir le plus joyeux de *la Maison Mosaïque*, ce sont les fêtes, interculturelles, avec les femmes dans leurs vêtements traditionnels, les danses. Pour nous aussi, *la Maison Mosaïque*, c'était sortir de chez nous et découvrir autre chose !

Raymonde HARCHIES, *Communauté du Petit Relais*

Gisèle et le Séminaire Cardinal Cardijn

Avec le décès de Gisèle, l'actuel Cefoc, héritier du Séminaire Cardinal Cardijn, perd un témoin et une collaboratrice de ses premières années.

Proche d'Ernest Michel, l'un des trois fondateurs du SCC, et en collaboration étroite avec lui, Gisèle a d'abord porté le souci des Communautés de base. Il était essentiel pour elle que ces Communautés se connaissent et se relient, que les gens tissent des liens réels, au-delà des échanges d'idées. Elle cherchait à faire connaître et à valoriser ce qui s'y vivait, très concrètement.

Gisèle a participé à un groupe du Cefoc qui s'est réuni à la Poudrière, de 1990 à 1993, sous la houlette de Tony Dhanis et Yolande Peto-Gravis. Féministe et engagée, elle y militait pour la démocratie tant au sein du groupe que dans l'organisation plus large du Cefoc à ses débuts. Et au cours des trente dernières années, elle a participé à de nombreux week-ends de formation.

Merci à toi Gisèle, pour la conviction qui fut la tienne, consacrée à toutes ces initiatives alternatives, à ces recherches pour « faire communauté autrement ». Nous recueillons avec gratitude ce que tu as semé.

*Pour l'équipe du Cefoc,
Véronique HERMAN*

*

Gisèle était de ces chrétiens qui parlent peu de leur foi.

C'est que toute sa vie, tous ses actes disaient son combat permanent pour la justice, pour la défense des pauvres, des démunis.

Elle vivait intensément ce passage des évangiles, en Matthieu 25 :

"Chaque fois que vous avez fait cela aux plus petits d'entre les miens, c'est à moi, Jésus, que vous l'avez fait. »

Jean DEBELLE, *Jardins du Béguinage et Paroisse Libre*

*

Je me souviens avec émotion de la ténacité de Gisèle sans laquelle et en particulier à Bruxelles un autre visage d'Église n'aurait pas été possible.

Jean-Pierre DUPONT, *Communauté de l'Escaut*

Gisèle au Mouvement Chrétien pour la Paix

Chère Gisèle,

On vient de fêter ta patronne le 7 mai. Comme elle, tu te révéles déterminée à faire triompher tes idées. Et des idées, tu en as plein et surtout tu les concrétises par tes actes : participation aux manifestations pour la paix et la justice notamment pour la Palestine (voyage en 2004), pour le Chiapas, engagement syndical, ...

Je fis ta connaissance en 1995 suite à *L'affaire Gaillot* qui souleva beaucoup d'indignation au sein de l'église mais pas uniquement. En réaction à la destitution de cet évêque, le groupe *Résistance* prit naissance. Au sein de celui-ci, tu fus très active.

Quelques participants de ce groupe, sous l'impulsion de Carla Goffi, présidente du MCP, se réunirent pour réfléchir sur la position de l'église catholique par rapport à la sexualité. Tu t'y engageas rapidement. Suite aux partages et réflexions sur ce thème, une brochure sortit, dont le titre était : "Accord perdu ou à corps perdu ?" Une plaquette fut imprimée et éditée puis diffusée, malheureusement majoritairement auprès de personnes déjà sensibilisées au problème. Comme il fallait s'y attendre cela n'a pas eu d'impact auprès de la hiérarchie ecclésiastique. Cette brochure a eu cependant le mérite de voir le jour.

De plus, Gisèle, tu as intégré le MCP dont tu fus une représentante motivée au sein de la CNAPD et ce jusqu'à ce que ta santé ne te le permette plus.



Chère Gisèle, toi qui t'es investie à fond pour la justice, repose dans une paix bien méritée.

Suzanne DEBY

Résistance

Mouvement Chrétien pour la Paix

En compagnie de Carla Goffi à l'entrée de Gaza, lors d'une "mission" en Palestine en janvier 2002.

Visite à la Communauté Cauchy

3 mars 2024. Encore de belles rencontres ont été faites lors de notre visite à la Communauté Cauchy à Namur dans la résidence pour seniors, où réside Anne-Marie, l'une des membres du groupe. Les réunions se font tous les trois samedis après-midi, chez l'un ou l'autre.

Un tour de table nous fait découvrir les intéressants parcours de chacun et de chacune, ainsi que les raisons qui les ont fait intégrer la Communauté Cauchy : certains ne trouvaient plus leur compte dans la manière de célébrer dans leur paroisse, d'autres ont quitté des associations qui avaient éclaté.

Marc nous raconte ses expériences en Afrique où il arrivait à faire un échange d'évangile avec une assemblée de 300 personnes. La réflexion de Pierrot sur l'entrée dans la vieillesse, où les choses importantes dépassent et celles de moindre importance envahissent, ne les empêchent pas de rester ouverts et partie prenante de la vie culturelle, politique ou religieuse de leur région et de s'engager dans différents projets sociaux dont celui du SIG (Solidarité avec les Indiens du Guatemala) pour soutenir des étudiants Mayas. Nous avons rencontré des personnes positives, détendues et heureuses dans leur environnement actuel de vie.

Yvette, la plus ancienne de la communauté Cauchy, nous fait l'historique d'une communauté qui s'est construite petit à petit. Dans les années septante, une maison de 6 à 7 Jésuites a démarré au boulevard Cauchy, d'où le nom de la Communauté. Puis elle s'est ouverte à des jeunes gens désireux d'une vie communautaire. La mixité y fut introduite quelques années plus tard.

En 1984, l'assemblée de Floreffe a été un temps fort pour l'ensemble des communautés de base, tout comme pour la Communauté Cauchy. Au départ, les membres de la communauté vivaient ensemble dans une maison où chacun travaillait ou étudiait à l'extérieur. Plus tard, on y accueillit des réfugiés d'Europe de l'Est et d'Afrique. Un jour par semaine, un repas communautaire se planifiait. On y parlait de l'organisation de la maison, mais on débattait surtout d'un thème donné, pas nécessairement religieux, par exemple un thème d'actualité comme les élections ou la crise du logement. Cette discussion aboutissait souvent à une participation plus

concrète, comme la signature d'une pétition ou un engagement. Des célébrations y étaient aussi organisées de manière ponctuelle comme à Noël et à Pâques avec la participation des laïcs. En 1994, cette expérience de vie ensemble s'est terminée. Entretemps, les réunions s'étaient élargies à des membres extérieurs (dont deux venaient d'une communauté éclatée).

Comme dans d'autres communautés de base, beaucoup de décès marquent actuellement le groupe ainsi que le peu de succès dans le renouvellement des participants. La dimension chrétienne n'est pas vraiment présente. Certains la souhaitent, d'autres pas. Les membres de Cauchy continuent pourtant à vouloir rester attachés aux communautés de base. Il y a eu des temps forts de célébration du vécu, dans une approche innovante mise en avant par Gérard Fourez pour qui il était important de célébrer les temps forts, aussi bien de deuil (suite à un décès, au renoncement à une santé intacte ou à une autonomie, par exemple), que de joie (accueil de deux enfants à travers une formule de baptême revisitée, réjouissance à l'occasion de la rémission d'une maladie, par exemple).

Aujourd'hui, les réunions se font en deux parties. Dans un premier temps, chacun et chacune raconte son vécu des dernières semaines, puis s'ensuit une discussion autour d'un texte ou d'un thème. Bien des livres sont à la base des échanges comme ceux de Bellet, Drewerman, Harari ou certains de Gérard Fourez... Ils ont le souci que cela débouche sur une action concrète ; ce n'est pas toujours possible.

La communauté leur est un lieu de ressourcement qui leur permet de se nourrir spirituellement. Leur réunion est une sorte de célébration de ce que l'on croit et qu'on peut appeler la foi. La communauté est toujours en questionnement : faut-il faire intervenir plus de religieux comme commenter un texte de l'évangile, comme le proposait l'un d'eux ?

La réunion se termine autour d'un café et de bonnes tartes où se célèbrent partages et convivialité.

Bernard DELVAUX,
Yvonne MIGNOT et Marie-Christine TERLINDEN-SNOY

Deux livres qui ont inspiré certains membres de la communauté :

José Antonio PAGOLA, *Jésus. Approche historique*, Le Cerf. Il existe aussi en Poche, 2019

Albert NOLAN, *Jésus avant le christianisme*, Le Cerf, 1995

Un écho de la Communauté de Gemmenich

La Communauté de base de Gemmenich se réunit le dernier dimanche du mois hormis pendant les vacances d'été. Elle est composée actuellement de 11 membres. De temps en temps s'ajoute un(e) invité.

Nous nous retrouvons à 10 h pour commencer notre célébration à 10 h 15. Celle-ci est préparée par le membre qui nous reçoit et se poursuit par un apéritif d'une heure en général.

Nous établissons le calendrier pour 2, 3 mois en nous répartissant la préparation des célébrations à tour de rôle suivant nos disponibilités.

Nos célébrations sont composées d'un temps de lecture de textes profanes et/ou bibliques suivi d'un partage du pain et du vin, le tout rythmé par des chants. Entre les deux, un temps important est consacré au partage entre nous. Celui-ci se fait sur base du thème et des lectures choisies par le préparateur qui propose parfois des questions pour l'introduire.

Nous essayons que chacun puisse exprimer son avis et son ressenti sans que cela fasse l'objet d'un débat. La confiance mutuelle régnant entre les 11 membres du groupe leur permet de s'exprimer en toute franchise et liberté.

Quelle place a la communauté de base dans ma vie ?

Anne : C'est un temps mensuel de pause, réflexion, ressourcement et partage. J'ai peu, voire pas du tout de contact avec les autres membres en dehors des célébrations.

Certaines affinités existent de façon variable à l'égard des uns et des autres.

J'apprécie pouvoir recevoir l'éclairage d'un exégète parmi nous dès qu'une question se pose au sujet de l'interprétation des textes. Je ne connais pas d'autre moyen de répondre à nos nombreuses questions, si ce n'est chercher par nous-mêmes dans des lectures diverses pour lesquelles j'ai peu de temps disponible.

Assez souvent, le thème choisi est d'actualité et cela m'apporte beaucoup qu'un lien soit fait entre celle-ci et les textes très anciens de la Bible.

Claire : Pour moi, les célébrations remplacent les messes par lesquelles je ne me sentais plus nourrie. J’y trouve des explications à propos des textes bibliques que je déplore n’avoir jamais reçues depuis mon enfance.

Entrer dans la communauté fut synonyme pour moi de commencer de nouvelles amitiés. Cela fait du bien de ne pas se sentir seule avec sa foi.

Comment vis-tu ta présence dans la communauté de base ?

Anne : Je me sens appartenir à ce groupe, je m’y sens à l’aise pour être qui je suis. J’y prends une part active pendant les célébrations et en fonction de mes disponibilités pour la préparation.

J’aime le rythme mensuel de nos rencontres et il est important pour moi de ne pas m’absenter, tant pour éviter un écart de deux mois que pour éviter de manquer cette tranche de vie commune qui se passerait sans moi.

Claire : Je me sens à l’aise dans le groupe où chacun est respecté tel qu’il est et peut à la fois apporter sa petite pierre pour nourrir la réflexion et la célébration et recevoir beaucoup lors des échanges pendant le partage.

Qu’est-ce qu’on transmet à la génération suivante ?

Anne : Quoi qu’il m’en coûte de le reconnaître, je ne cherche pas à transmettre quelque chose à la génération suivante. Mes enfants connaissent mon appartenance à la communauté de base et savent que je crois en Dieu et que j’essaie de vivre en fonction de ce que Jésus nous a montré. J’espère que ça les inspire mais n’ai pas connaissance d’une aspiration de leur part à développer leur vie spirituelle, et en même temps je ne connais pas nécessairement cet aspect-là de leur vie.

Claire : Je n’ai pas de volonté délibérée de transmettre quoi que ce soit et regrette n’avoir pas été à cet endroit de mon chemin de foi lorsque mes enfants étaient à la maison. Je pense que les valeurs que j’essaie de vivre ne sont pas spécifiques à la foi catholique et que le meilleur à transmettre émane plutôt de l’exemple et de la manière de vivre. Aux éventuelles questions posées, je répondrais qu’en 2024 je les relie au message de Jésus de Nazareth. Par contre, la réponse est difficile quand mes petits-enfants me demandent si je crois en Dieu. Qui est Dieu ?

Claire LECHARLIER et Anne BOVY

Boubou a 90 ans

Qui ne connaît pas Boubou, Jean-Marie Boudart, prêtre du diocèse de Tournai, engagé entre autres dans la CEMO de Bracquegnies (La Louvière). Le 25 avril de cette année, 30 ans après la révolution des oeillets au Portugal, Boubou fêtait ses 90 ans. Un événement que n'a pas voulu passer sous silence la communauté de base dont Jean-Marie est l'âme depuis près de 40 ans. Il fallait garder le secret. Pas trop difficile puisque Boubou ne sort pratiquement plus de chez lui et que ses visiteurs habituels étaient tous au parfum.

Le dimanche 28 avril, 3 jours après sa date d'anniversaire, rendez-vous était donné à ses nombreux amies et amis pour le fêter au Relais des Houdeng à Houdeng Goegnies. Ses amies et amis avaient décoré la salle avec de superbes bouquets de fleurs. Un apéro et des zakouskis sont servis à celles et ceux qui ont répondu avec ponctualité à l'invitation. On attend le héros du jour : un des amis a partagé avec lui le repas de midi avec pour mission de l'inviter à une petite promenade ... qui devait aboutir au Relais des Houdeng à 15h30.

Emotion, surprise, ovations, applaudissements, embrassades tout azimut. Des gens assis, d'autres debout : la salle est trop petite. Puis le temps des discours. Mais d'abord un chant composé par un ami avec un refrain repris par tous :

*Voilà Boubou qu't'as nonante ans
La vie passe trop vite évidemment
On est là autour de toi pour crier sur tous les toits
Hip hip hip hip hip hourra.*

Une autre chanson de sa nièce retraçant son parcours de vie. Puis de nombreuses interventions, souvent brèves mais émouvantes, se sont succédées. Spécialement, de la part des anciens membres du groupe JIIM (Jeunes issus de l'immigration) que Jean-Marie avait fondé jadis à Bois-du-Luc : Italiens, Marocains, Algériens, Turcs. Des interventions spontanées pleines d'émotion, chacune et chacun soulignant combien le témoignage de Boubou les a marqués pour la vie. Quelle leçon : Boubou est un personnage, un peu hors cadre, très libre par rapport aux institutions. Mais personne n'est indifférent à sa générosité proverbiale qui souvent a vidé son compte en

banque, à sa capacité d'indignation devant les injustices, à sa foi vraie, chaleureuse et communicative.

Pizzas diverses et autres mets délicieux, sans compter le gâteau réalisé par une pâtissière de ses amies, comblèrent les papilles gustatives de chacune et chacun. A 20 heures, il était temps de remettre les choses en ordre parce que le lundi, on travaille.

On s'est tous donné rendez-vous pour les cent ans de Boubou.

Etienne MAYENCE

Vieillir, c'est passionnant... ensemble

Il y a dix ans, j'écrivais « *Le bonheur dans mon grand âge* ». Aujourd'hui, je trouve que : *Vieillir, c'est passionnant ... ensemble !*

C'est une constante recherche d'équilibre entre action et repos, aussi bien du cerveau que du corps et entre ces deux-là.

S'émerveiller aussi de tout ce qui est beau et bon et gai dedans et autour de nous. Pleurer parfois, et œuvrer tant que possible pour essayer de réparer les manques d'humanité dans nos vies et dans le monde.

C'est l'ultime recherche d'harmonie, avec ou malgré nos lâcher prise.

La non-possession dans le sens fort du terme : la dépossession par transmission, donner vie. Physiquement ou mentalement, socialement, politiquement ... En fait vieillir, pour moi, c'est grandir dans la solidarité. Depuis qu'on est venu au monde, dès notre premier cri, nous avons clamé notre solitude et très vite, cherchant un regard accueillant, nous avons offert notre premier sourire et sans le savoir pleinement notre première envie d'échanger, de partager.

Vieillir, c'est vivre intensément en acquérant de la sagesse.

Vivre, vieillir, c'est passionnant tant que l'on peut rester un être conscient.

Vivre, veiller, éveiller, vivre pleinement éveillé.

Léa QUIÉVY

Communauté Passage (Bruxelles)

Des nouvelles du Collectif européen

Week-end de travail ces 9 et 10 mars à Lyon avec le Collectif européen. C'est qu'il s'agissait d'avancer sur les préparatifs de la 11^e Rencontre européenne des Communautés de base qui aura lieu en Italie au mois de septembre, et où les membres des Communautés de toute l'Europe sont invités.

On a jonglé avec la technique car les délégués de Flandre, d'Espagne et des Pays-Bas étaient à distance devant leur ordinateur, pendant que deux Français, un Italien, une Suissesse, un délégué pour l'Autriche et votre scribe étaient sur place dans une salle à Lyon.

Organisation du programme (le plus équilibré possible), idées pour le moment d'accueil et de présentations le vendredi soir (entre 'on a toujours fait comme ça' et envie d'innover), prise en charge des deux temps de carrefours (ou ateliers), meilleure formule pour ramener les échanges des ateliers en grand groupe avec notre conférencier : les habitués des journées de ressourcement reconnaîtront les grandes lignes de nos rencontres !

habitués des journées de ressourcement reconnaîtront les grandes lignes de nos rencontres !

En attendant de les revoir, j'ai glané pour vous des nouvelles des différents pays, sachant qu'en Belgique francophone, 2023 a vu l'organisation de notre journée de ressourcement sur la « démocratie profonde » :

- en France, cinq CCB restent en réseau ; elles sont attentives aux événements locaux ou internationaux, aux situations de détresse et elles soutiennent les personnes engagées dans des actions sociales ou de solidarité : accompagnement, soutien financier ou moral, participation à des manifestations (Palestine p. ex.) ;
- au printemps 2023, les Communautés italiennes avaient tenu leur rencontre nationale sur le thème « Une Constitution pour la Terre - Paix, justice, protection de la maison commune », à Pesaro déjà, où aura lieu la rencontre européenne ; elles ont par ailleurs collaboré au processus synodal par des rencontres et la diffusion de documents ; et elles ont été approchées (c'est historique !) par le président de la Conférence épiscopale italienne, Mgr Matteo Zuppi : une rencontre était en préparation à sa demande lorsque j'ai reçu ces échos ;

- en Suisse romande, les cinq CCB partagent leurs calendriers pour permettre une participation plus large ; quelques-unes ont organisé ensemble à l'automne 2023 une grande fête pour leurs 50 années d'existence ; « Partir vers ce qui arrive » fut le thème de la conférence donnée pour l'occasion par Raphaël Buyse ;
- en Autriche aussi, deux CCB ont organisé des festivités pour leurs 50 ans ; des initiatives lancées pendant la pandémie perdurent : un groupe d'échanges réguliers en distanciel sur les textes du dimanche, un autre sur des sujets choisis ensemble ; avec les paroisses dont elles sont proches, les CCB s'investissent dans l'accueil des réfugiés ou sur le changement climatique ;
- en Flandre, trois Communautés de base ont collaboré à la relance de l'association *Beziield Verband* (ou « lien inspiré »), avec deux journées d'inspiration en 2023 en vue de promouvoir la spiritualité ouverte ;
- les CCB espagnoles sont magnifiquement dynamiques : l'été, un séjour de 10 jours de vacances est organisé pour les membres des CCB ; l'automne dernier, elles ont tenu trois jours de rencontre à l'échelle nationale sur le thème « Les causes qui ont donné et continuent de donner un sens à nos vies » ; et en mai cette année, avec la plateforme *Redes cristianas*, un regroupement de plus de 200 groupes, communautés et mouvements catholiques de base, elles participeront à une rencontre sur le thème « Inégalités : défis et propositions ».

Sylvie KEMPGENS
Déléguée au Collectif européen

Dans un monde global dominé par l'anxiété, nous avons besoin d'inspiration créatrice, d'esprit libérateur, de souffle universel. Ne les cherchons pas à l'extérieur du monde, mais dans les profondeurs de tout ce qui est et de tout ce que nous sommes.

Le Souffle de vie palpite et vibre en toute chose. Il anime chaque particule infiniment petite et l'univers infiniment grand. Il anime le cœur de chaque être vivant, et notre petit cœur humain.

José ARREGI

Invitation à la rencontre européenne des communautés de base

“Vers une spiritualité intégrale” Quelle démarche spirituelle dans un monde en quête de sens ?

C'est le thème de la rencontre des Communautés de base de toute l'Europe, qui se tiendra du vendredi 20 au dimanche 22 septembre 2024, à Pesaro (Italie).

Le samedi, elles accueilleront comme orateur Jose Arregi, qui évoque ainsi la spiritualité intégrale : *Vivre, accueillir, incarner dans ce que nous sommes et dans ce que nous faisons l'Esprit qui éternellement crée et transforme, console et subvertit, et pousse tout ce qui est vers la communion universelle.*

Sont également prévus au programme deux temps d'ateliers à choisir parmi les sept qui seront proposés :

- Partage d'expériences spirituelles
- La spiritualité contribue-t-elle au bonheur ?
- La spiritualité intégrale
- Ce qui nous fait bouger et donne sens à nos vies
- La dimension communautaire de la spiritualité
- Nouveaux rituels
- Une spiritualité face aux défis environnementaux (l'écospiritualité)

Un week-end chaleureux d'inspiration et de rencontres en perspective !

Quelques détails pratiques :

La Rencontre aura lieu au Centro Borromeo à Pesaro sur la Côte Adriatique. C'est une ancienne maison religieuse, dont beaucoup de chambres sont en fait de petits dortoirs. Inscrivez-vous rapidement si vous souhaitez une chambre pour une ou deux personnes !

Vous trouverez le formulaire d'inscription sur le site Internet :

www.ccbeurope.org

Le C.I.L. s'adresse au Synode

Les évêques de Belgique ont proposé au Conseil Interdiocésain des Laïcs de partager quelques réflexions sur leur projet de document à présenter à la dernière étape du synode à Rome en octobre 2024. Le C.I.L. s'est donc réuni en session extraordinaire pour synthétiser les réactions des différentes associations qui le composent. Les réactions ont été nombreuses et bien intéressantes. Nous vous en livrons la synthèse.

Le synode a mis en évidence la nécessité et l'urgence de profondes réformes. Dans notre pays, une grande majorité de catholiques considère que s'opposer à des réformes substantielles ôterait son sens à la démarche synodale. Cela ruinerait l'espérance qu'elle a fait naître. L'Église se saborderait en refusant de véritables évolutions quant à la manière de décider, d'organiser et d'animer la vie ecclésiale. À ce jour, peu de progrès ont été réalisés au sein de l'Église en termes de **coresponsabilité**.

Des réformes urgentes s'imposent quant à la place des femmes au sein de l'Église. La récente nomination au Vatican de laïcs et plus récemment de femmes au sein de dicastères est un pas dans la bonne direction. Tout récemment la nomination en Belgique de femmes laïques à des postes clés de responsabilité est un réel signe d'ouverture.

L'égalité femme-homme

Il est urgent de mettre fin aux discriminations basées sur le genre dans l'attribution des responsabilités et des services au sein de l'Église catholique. A cet égard, l'exclusion des femmes est perçue comme une injustice.

Mettre fin à ces discriminations devrait conduire à ouvrir aux femmes les ordinations non seulement diaconales mais aussi presbytérales voire épiscopales.

Si les laïcs adhèrent bien entendu à l'ouverture aux femmes du diaconat, il est très clair qu'ils considéreraient ce progrès comme un premier pas dans la fin des discriminations. La création de femmes cardinales, pourrait aussi être envisagée, leur donnant ainsi un rôle de conseil du pape et d'élection de son successeur.

L'Église est appelée à modifier son regard et son message sur la **sexualité**. Tout ce qui est lié à un regard d'un autre temps vis-à-vis de la femme n'a entraîné que de la discrimination.

Décentralisation

Le CIL adhère à une approche de **décentralisation** et estime que pour réaliser les réformes urgentes qui sont attendues, les assemblées des conférences épiscopales de chaque continent devraient avoir la possibilité de faire les choix adaptés à leur contexte. Dans le cas de l'Europe, mais aussi d'autres continents, il faut même envisager une approche par sous-continent (Europe de l'Ouest).

Ministère ordonné

La question qui est posée est celle du ministère ordonné. Souvent c'est autour d'elle que se concrétise actuellement une certaine conception du peuple de Dieu (image du prêtre, des sacrements, du sacré). Interrogeons-nous préalablement sur le sens à donner à la vie des communautés et à revoir les ministères d'après les besoins réels et évangéliques de celle-ci en fonction de la culture dans laquelle nous sommes insérés. Dans le cas contraire, on n'aura fait que de poursuivre « une politique palliative ».

Responsabilité des communautés

Le maître mot doit être la **coresponsabilité**. Pour l'animation et la présidence des communautés, il convient d'ouvrir ce service non seulement aux prêtres mais à tout baptisé dont le mandat temporaire et éventuellement renouvelable serait reconnu par l'évêque. La fin du cléricalisme dénoncé par le pape est cruciale. Des délégations sacramentelles pourraient être instituées pour la célébration des sacrements, telles que par exemple pour l'onction des malades.

Formation

Pour mettre en œuvre les réformes souhaitées, la **formation** est un préalable à la prise de responsabilité. Cette formation qui met le Christ au centre est toujours à renouveler en fonction du monde d'aujourd'hui.

Célibat

Le lien obligatoire entre le sacerdoce et le **célibat est remis en cause**. Le célibat devrait être un choix personnel.

Viri probati - ordination d'hommes mariés

La question des *virii probati* et l'ordination des *hommes* mariés est importante et devrait être acquise sans tarder, mais à nouveau il ne s'agirait que de premiers pas dans la direction de réformes plus fondamentales attendues par les laïcs.

La Justice sociale

Il manque au projet une dimension essentielle qui fait partie de l'essence même de la doctrine de l'Église et qui est plus que jamais prioritaire. Pour rendre plus crédible le message de notre Église, la justice sociale devrait être une priorité absolue. Les chrétiennes et les chrétiens doivent témoigner de leur foi dans le monde et être à l'écoute des plus pauvres et des exclus selon l'enseignement et la doctrine sociale de l'Église.

S'attaquer résolument aux causes de la pauvreté et de l'exclusion est un devoir absolu pour l'Église et tout chrétien. L'objectif doit être l'Inclusion de chaque être humain et le respect de leurs droits.

La justice sociale doit comprendre la question de la fracture numérique qui frappe une part très considérable de la population mondiale mais bien entendu aussi de notre pays.

En conclusion

Les laïcs espèrent que notre Église retrouve son souffle en s'ouvrant à une réelle réforme et annonce l'Évangile dans une parole audible et vécue. L'essentiel de la foi réside dans la Parole du Christ, l'Eucharistie, la prière, un désir de vie solidaire dans des chantiers renouvelés.

Les laïcs sont prêts à devenir acteurs d'une vie communautaire vivante, dans une dynamique de coresponsabilité et à agir pour une Église pauvre au service des pauvres et des exclus.

Associons les femmes aux décisions et à l'organisation ecclésiales.

Les attentes sont à la hauteur des défis auxquels l'Église est confrontée. Il n'est pas pensable que les différentes sensibilités exprimées au synode conduisent à convenir d'un plus petit commun dénominateur.

Le C.I.L. espère que le synode conduise à une renaissance de l'Église, une Église plus fraternelle et respectueuse de chacun des membres du peuple de Dieu, quelles que soient leurs différences, femmes, hommes, clercs, laïcs, pauvres et exclus.

Le Conseil Interdiocésain des Laïcs (C.I.L.)

26 avril 2024

Rencontré au CIL : Patrick Balemba B.

De Bukavu à Bruxelles : un engagement continu pour la justice et la paix

Né dans la vibrante ville de Bukavu, au cœur des Grands Lacs en Afrique centrale, mon enfance fut marquée par une paix trompeuse, dans cette région qui semble enchantée. Alors élève au collège Alfajiri, je me suis joint à la chorale des *Pueri Cantores* de Bukavu et ai participé à un congrès à Kabgayi, au Rwanda en 1989. À cette époque, la région semblait paisible, sans présages des conflits à venir.

La rupture survint avec les sessions de la Conférence Nationale Souveraine, prélude à d'immenses bouleversements. Bukavu, bastion de l'action sociale, devint un refuge pour des millions de Rwandais et Rwandaises fuyant les conflits. L'appel à l'aide "mfungulira" y résonna fréquemment, bientôt submergé par de nouvelles vagues de violence, transformant les réfugiés d'hier en persécutés d'aujourd'hui. Les seuls réfugiés que l'on aurait vus à l'époque étaient des Nigériens et des Nigériennes en partance pour l'Afrique du Sud ainsi que des Éthiopiens et des Ethiopiennes lors des troubles et famines. Ces événements m'ont profondément marqué, notamment le départ précipité des amis rwandais de mon père qui s'étaient installés depuis des lustres en RD Congo, remplacés par d'autres de ses amis venant directement du Rwanda dans un tourbillon de méfiance et de peur.

Mon engagement pour la justice et la paix s'est cristallisé lors de ma rencontre avec la communauté de Sant'Egidio durant mes études de droit à l'Université Catholique de Bukavu. J'ai appris à voir au-delà de mes besoins personnels, découvrant que « personne n'est trop pauvre pour ne pas aider quelqu'un·e d'autre ». Cette philosophie, avec de nombreuses jeunes personnes du Kivu dont [Floribert Bwana-Cuyi](#), a transformé nos vies, nous éveillant à une vocation où nous ne vivons plus pour nous-mêmes, mais pour donner aux autres.

Après mon Master en droit, j'ai travaillé avec le consul de France à Bukavu, acquérant une expérience professionnelle précieuse avant de rejoindre le Barreau du Sud Kivu. Chaque action, chaque cause que je défendais, ajoutait une pierre à l'édifice de mon engagement pour un monde meilleur.

Mon parcours m'a ensuite mené en Belgique, où je continue d'œuvrer pour la paix et la justice au sein de l'organisation *Justice et Paix*. Dans ce nouveau cadre, je m'efforce de toucher une audience plus large, de sensibiliser et d'influencer positivement non seulement la jeunesse active et disponible de

la région des Grands Lacs, mais aussi le monde entier. Je suis confronté à un système global où, trop souvent, les décideurs privilégient l'usage des armes à la diplomatie, la guerre à la paix.

Face aux défis mondiaux tels que les injustices climatiques, les inégalités sociales, et l'exploitation éhontée des ressources naturelles, je lutte pour demeurer un défenseur acharné des valeurs de justice et de solidarité. Je rappelle constamment que chaque vie est précieusement sacrée et que la dignité humaine doit être au cœur de toutes nos actions.

Dans un monde en quête de sens et de direction, ma voix s'élève pour appeler à un retour aux valeurs fondamentales de respect, d'amour et de coexistence pacifique. Ce témoignage est mon engagement personnel et continu pour éveiller les consciences et inciter à un choix plus sage : celui de la paix. Bien que moins coûteuse, celle-ci est infiniment plus précieuse que le lourd tribut de la guerre. Ce chemin, de Bukavu à Bruxelles, est pavé de petites et grandes actions, toutes animées par le désir de construire un monde où la justice et la paix règnent en maîtres.

À la *Commission Justice et Paix*, je nourris mon travail quotidien de ces expériences. En planifiant des campagnes, en menant des ateliers, en organisant des conférences, je tisse des liens entre des individus et des communautés de divers horizons, unissant nos forces dans un effort commun pour la construction d'une paix durable. Ma mission est de transformer chaque opportunité en un acte de médiation et de réconciliation, promouvant une compréhension mutuelle et respectueuse parmi les peuples.

Je continue avec les amis et amies que j'ai trouvés en Belgique à partager les repas chauds aux sans-abris au centre-ville de Bruxelles et cela me montre combien le monde est si petit, que dans la maison commune, « il y a toujours plus de joie à donner qu'à recevoir ! »

Chaque jour, je suis guidé par un principe fondamental : la justice véritable commence par la reconnaissance et le respect de chaque individu, indépendamment de son origine, de sa religion, ou de son statut social. En Belgique et au-delà, je m'efforce d'incarner ces valeurs, inspirant par mon exemple celles et ceux qui aspirent à un monde plus juste et paisible. Ce voyage, de Bukavu à Bruxelles, n'est pas seulement le mien. C'est un parcours que nous partageons tous et toutes chaque pas vers la justice et la paix étant un pas vers un avenir où nous, en tant que communauté mondiale, valorisons chaque vie et œuvrons ensemble pour le bien commun.

Patrick BALEMBA BATUMIKE



La lettre de H.L.M.

Paternel

Parmi les livres toujours plus nombreux qu'on publie sur les prêtres – "*le sujet est insubmersible*", disait déjà José Lhoir il y a 15 ans... – nous vous en présentons trois ci-dessous. Mais avant cela, il nous paraît opportun de signaler la sortie en mars dernier du film *Paternel*¹ qui a déjà suscité quelques beaux commentaires et qui mérite sans aucun doute d'être vu, en espérant qu'il soit programmé dans l'une ou l'autre salle. Car disent-ils, voilà « pour une fois un film qui parle de religion sans barber et sans évoquer la pédophilie mais simplement avec des problèmes terre à terre. » Et en effet, le scénario serait presque banal...

Dans une petite ville du centre de la France, Simon est un prêtre comme on les aime : dynamique, amical, ouvert et dévoué à ses paroissiens. Un jour débarque sans prévenir une ancienne amie, Louise qu'il a connue avant d'être prêtre. Elle lui annonce que l'enfant de onze ans qui l'accompagne est son fils. Comment concilier cette responsabilité nouvelle et son service pastoral où il est apprécié ? « *Tous les gens t'appellent 'Mon Père' et moi je ne peux pas te dire papa* », se désole l'enfant...

C'est donc un film qui interroge bien au-delà de l'anecdote et même au-delà de l'obligation du célibat. D'abord sur cette "paternité" attribuée aux prêtres et qui ne peut qu'accentuer la supériorité de leur statut, alors qu'on attend d'eux un compagnonnage et de la fraternité : *N'appellez personne votre père sur la terre*. Non, de "paternité" il ne peut y avoir que dans la relation et l'amour partagé.

Mais il y a une deuxième question qui surgit de la manière de traiter le sujet par le réalisateur, c'est celle de la relative absence de la femme. Où est passée la mère d'Aloé ? Nul ne s'en soucie. Les femmes ne sont pas le sujet. Les femmes ne sont d'ailleurs pas la priorité de l'Église catholique...

Pierre COLLET

¹ Recommandons sans réserve les articles que lui consacre *Golias-Hebdo*, sous les plumes très complémentaires de Paul FLEURET, Jean COMBE et Sylvaine LANDRIVON. C'est surtout la réflexion de cette dernière qui a inspiré ce billet. À acheter en ligne : <https://www.golias-editions.fr/produit/812-golias-hebdo-n-812-fichier-pdf/>

Un appel au lavement des pieds !

Jean-Marc Eychenne, évêque de Grenoble, publie un *Prêtres à l'école du lavement des pieds* chez Salvator, et Marc Durand en signe une recension sur le site *Garrigues & Sentiers*. Le pasteur¹ observe que les prêtres rencontrent aujourd'hui des difficultés considérables, dues notamment à leur statut d'omniscients et omnipotents. Recommande un dépouillement et même un abaissement, à l'exemple – on l'a compris – de Jésus accueillant ses convives. Affirme, étonnamment : c'est la grâce de Dieu qui agit et non la force ou la science du prêtre. Ou précise ce à quoi sont appelés les prêtres : « accompagner les baptisés pour les aider à trouver Dieu – à témoigner de l'amour de Dieu pour nous et de l'amour que nous avons pour Dieu et nos frères ».



Si Marc Durand² dit aussi son attente de ministères utiles aux baptisés pour vivre leur foi, de pasteurs inspirés par ce lavement des pieds, il souhaite rectifier : par ce geste, Jésus ne s'adressait pas aux seuls disciples mais à tous et n'instituait pas une caste, un autre "sacerdoce de Temple". Et rectifier encore : non, la présence du prêtre n'est pas "indispensable", tous les baptisés sont invités à partager la Parole et le Pain. Et non, surtout, le prêtre n'est pas modifié "ontologiquement" : pas de "sacré" dans la fonction.

Quant au gouvernement, il y a une « *capacité de tous les baptisés à exercer un pouvoir de gouvernement* ». Nous entendons, mais la sacralisation du pouvoir semble avoir créé une peur si panique que n'est pas rencontré – du moins dans cette recension – ce qui serait, à mon sens, un élément indispensable de la fonction : la délégation de la part de la communauté, sa représentation avec une souhaitable dimension rituelle lors des accueils, des accompagnements, des adieux.

¹ Jean-Marc EYCHENNE, *Prêtres à l'école du lavement des pieds*, Salvator, 2024, 75 p.

² Marc DURAND, *Un livre sur le statut des prêtres* :

<http://www.garriguesetsentiers.org/2024/04/un-livre-sur-le-statut-des-pretres.html>

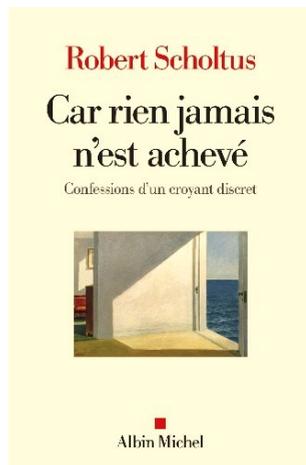
J'avoue ma perplexité à suivre ces échanges récurrents sur le pouvoir dans l'Institution. Diable ! il s'agit de politique et non de théologie. Comme tout clan ou toute entreprise, une communauté de fidèles (paroisse ou Église multinationale) ne peut échapper à l'élaboration de son fonctionnement, à son remaniement périodique en quête d'optimisation. L'évocation de situations fondatrices est parfois d'intérêt, mais en rien directive¹.

Y aurait-il tendance, même chez les "progressistes", à chercher en ces matières profanes² une légitimation extérieure de telles propositions en débat, une quête de sacré, une caution offerte par un révélé d'Au-delà ?

Jean-Marie CULOT

Prêtre mais surtout croyant et discret

Le dernier ouvrage de Robert Scholtus³ est une confession – comme il l'indique en sous-titre –, une confession de foi : il y exprime sa gratitude pour sa vie de prêtre, une vie libre au service d'une Église en plein renouvellement. Il revient sur ce qu'il nomme les inachèvements de sa vie, ces lieux que Dieu seul, qui a commencé, achèvera. Et d'abord viennent ses parents : de sa mère, toute de service discret, il tient sa réticence face aux manifestations catholiques de tous bords ; de son père, qui fut "malgré-nous", il a reçu la foi simple des processions et les foudres indignées devant les mondanités ecclésiales ; et, dans la lutte entre ces deux influences, la douceur maternelle a fini, dit-il, par l'emporter. Cette espérance à l'œuvre dans sa vie, il en vit aussi en Église. Alors, l'indignation paternelle refait surface lorsque, supérieur du Séminaire des



¹ Pour ma part, cette référence au lavement des pieds me semble d'ailleurs pathétique plus qu'inspirante, et même signe de désarroi. Si excessive, si peu éclairante pour traiter de l'indispensable pouvoir !

² Les réflexions sur le statut des femmes dans l'Église seraient à interroger de même : matière profane, problématique contemporaine, à bonne distance des sociétés patriarcales fondatrices.

³ Robert SCHOLTUS, *Car rien jamais n'est achevé*, Ed. Albin Michel 2023, 180 p.

Carmes, lié à l'Institut catholique de Paris (ICP), il voit ces jeunes séminaristes néotraditionalistes aux prétentions réformatrices, admirateurs de fondateurs dont les frasques ont été depuis dévoilées. Mais c'est avec la douce évocation de sa sœur et de son mari, d'une artiste à Metz et d'une vieille émigrée polonaise qu'il nous laisse, échos peut-être des femmes qui, seules ou presque, ont accompagné Jésus à la Croix et seront les premières au tombeau vide. Et avec cela, nous aurons goûté au fil des pages aux mots de Julien Gracq, Jean Sullivan, Franz Kafka, Mary Flannery O'Connor ou Sylvie Germain, eux pour qui écrire et croire sont indissociables, comme pour notre auteur.

Guilhem CAUSSE s.j.
in *Études*, novembre 202

De l'habit dominicain au mariage... itinéraire d'un enfant du siècle !

Le livre d'entretien de Jacques Arnould et Théo Moy ouvre à l'exigence risquée, pour chacun, de chercher son chemin de vérité.

3 avril 2024 : le jour même où sort en librairie le livre *En vérité* de Jacques Arnould, qui a quitté l'Ordre dominicain et la prêtrise voici dix ans pour se marier, Arte programme le film *Confession*, de Nicolas Boukrief avec Romain Duris et Marine Vacth, nouvelle adaptation du roman de Béatrice Beck : *Léon Morin prêtre*. Là où le curé de campagne des années 1945 décide de fuir un amour incompatible avec son engagement au célibat, l'ancien prieur dominicain explique, lui, le choix qu'il a fait du mariage. Non sans conscience de la transgression de l'acte posé, mais sans regret ! De quoi prendre la mesure des chamboulements intervenus dans l'Église depuis le milieu du XXe siècle. Aujourd'hui son témoignage, apaisé, vient nourrir quelques-uns des



questionnements qui la traversent, notamment sur la prêtrise et l'accès qui pourrait, un jour, y être fait aux femmes.

C'est un parcours singulier que Jacques Arnould revisite dans ce livre-conversation¹ avec Théo Moy, jeune journaliste du quotidien *la Croix* qu'il a baptisé, voici vingt-cinq ans, après avoir marié ses parents dont il est resté proche. Ce qui donne à l'ouvrage une tonalité d'amicale proximité. Nous y apprenons qu'après des études d'ingénieur en agronomie, le jeune messin fait à 25 ans le choix de la vie religieuse. Ce sera dans l'Ordre de saint Dominique. Les hasards d'un cursus universitaire le conduisent au Centre National d'Études Spatiales.

Devenu historien des sciences, il engage par ailleurs une thèse de doctorat sur "la théologie de la Création après Darwin". Au CNES qu'il a intégré, il est depuis vingt ans spécialiste des questions d'éthique spatiale. Du côté de la vie religieuse, il se voit confier, à deux reprises, la "fonction" de prier du Couvent dominicain Saint-Jacques à Paris. Il est également nommé aumônier national du mouvement le Nid au sein duquel il milite déjà, avec pour seules "paroissiennes" les prostituées du trottoir parisien. Une expérience qu'il relate dans *Trottoirs de nuit*², un livre qui figure parmi la quarantaine d'ouvrages que compte sa bibliographie. C'est en 2011 qu'il décide de quitter l'Ordre et la prêtrise et demande à Rome son retour à l'état laïc pour pouvoir épouser Catherine « championne de voltige aérienne (rencontrée) dans la sacristie d'un monastère. »

J'ai été un prêtre heureux !

Jacques Arnould n'est pas le premier prêtre/religieux connu à faire le choix radical du retour à l'état laïc "par amour" pour une femme, rompant ainsi avec un engagement au célibat librement consenti. C'est là une situation dont on sait qu'elle divise profondément les catholiques. On lui sait gré, dans ces pages, d'en parler sans provocation, avec pudeur et sincérité : « Bien sûr, c'est d'une certaine manière un échec » reconnaît-il. « J'ai été un prêtre heureux, heureux de célébrer l'eucharistie, heureux de célébrer des baptêmes, des mariages et des enterrements. [...] Je me suis trouvé un jour écartelé entre cet engagement et l'évidence d'un amour en train de naître, de grandir. »

¹ Jacques ARNOULD : *En Vérité, Conversation avec Théo Moy*, DDB 2024, 176 p., 17,90 €.

² Jacques ARNOULD, *Trottoirs de nuit*, Salvator 2015. 172 p.

Pour autant, poursuit-il, « je ne crois pas qu'il soit totalement impossible que je puisse à nouveau célébrer l'eucharistie ou d'autres sacrements » même s'il dit douter que l'Église soit prête à changer ses règles. « Où serait le mal à aborder la question du prêtre comme celle d'une fonction, d'une fonction publique à remplir et non comme celle d'un statut à part à respecter coûte que coûte ? » Ce qui le conduit à souhaiter « revenir à une gestion plus raisonnable et plus saine de l'autorité qui soit attachée à la fonction sacerdotale [...] et nous interroger sur l'excès de sa sacralisation » devenue source potentielle d'abus. Peut-être en imaginant aussi que la "fonction" puisse être temporaire, là où le "statut" est définitif et permanent !

Ces prêtres qui aimaient leur sacerdoce mais souhaitaient pouvoir le vivre dans le mariage

Une réflexion que certains lecteurs pourront recevoir comme une provocation au regard de tous les Léon Morin prêtres restés fidèles aux engagements de leur ordination. Mais une réflexion qu'il faut aussi savoir entendre pour l'avenir, comme pour le passé ! Qui dira le coût exorbitant, tant spirituel que pastoral, consenti par l'Église catholique, depuis un demi-siècle, par refus de maintenir dans le ministère, pour des raisons de simple discipline ecclésiastique, des dizaines de milliers de prêtres qui aimaient leur sacerdoce mais souhaitaient pouvoir le vivre dans le mariage ? Bien des entreprises – ou des services publics comme celui de la santé – ne se remettraient pas d'une hémorragie volontaire comparable ! Nier cette évidence au motif de la juste reconnaissance que l'Église doit à ses prêtres "qui n'ont pas quitté" est sans doute plus qu'une faute : un péché ! Et un péché collectif dont les fidèles ne sont pas exempts. Ils portent aussi, le synode actuel nous le rappelle suffisamment, la responsabilité de l'avenir de leur Église.

S'agissant de son Ordre, Jacques Arnould confesse : « Je suis resté un dominicain de cœur ». On est frappé de la tendresse avec laquelle il parle de ses frères qui, dit-il, ne lui ont pas tourné le dos. « J'ai vraiment aimé la vie dominicaine qui place d'emblée les règles au service d'un esprit, celui de la fraternité au service d'une mission, celle de l'intelligence et de la parole ; le tout, et cela reste certainement le plus important à mes yeux, dans un esprit qui cherche à associer la recherche de la vérité et la pratique de la charité » et « assurer au-delà même de la prédication et de l'enseignement, une présence évangélique au milieu du monde. »

La parole croyante devenue suspecte ?

Et le monde de Jacques Arnould est celui des sciences. Peut-être l'autre apport du livre est-il de nous faire prendre conscience de l'enjeu que peut représenter aujourd'hui une présence "croyante" dans cet univers de la connaissance et plus largement dans une société sécularisée comme la nôtre. Autant de lieux où une parole spirituelle peut être accueillie pour ce qu'elle est – totalement et uniquement pour ce qu'elle est – précisément parce que celui qui la pose est lui-même respectueux des règles du monde auquel il s'adresse et appartient. Mais l'auteur souligne bien les limites de l'exercice lorsqu'il évoque la période où sur un sujet comme le créationnisme, Bernard Pivot pouvait inviter sur le plateau de *Bouillons de culture*, le moine bouddhiste Matthieu Ricard et le religieux dominicain qu'était alors Jacques Arnould. « Aujourd'hui, sur le même sujet, commente-t-il, les rédactions se contentent d'inviter un historien des religions ou un philosophe, en plus des scientifiques ». Un constat que l'on pourrait élargir à d'autres questions en débat où la parole croyante est tenue pour suspecte. Ce qui est une amputation de la laïcité !

Une foi qui invite à la curiosité, à l'audace et à la transgression

Enfin, le livre vaut aussi par la réflexion du scientifique sur la foi. A l'idée de croyance, par nature figée, il nous dit préférer celle d'exploration. « Nous (les scientifiques) ne pourrions jamais affirmer qu'une théorie est vraie ; nous en sommes réduits à démontrer qu'elle est fausse. Ainsi avancent nos connaissances. Toutes proportions gardées, il devrait en être pareillement pour la foi. » Ce qui invite, par exemple, à revisiter sinon le contenu, du moins la finalité des dogmes. « Les dogmes sont des phares et non des pieux d'amarrage permanents ». Il y a trente ans, Albert Rouet écrivait déjà : « J'apprécie que les dogmes soient écrits négativement : ils décrivent là où la terre de la foi se perd dans les vagues. »¹

La foi chrétienne nous dit l'auteur, invite donc en tous domaines à la curiosité, à l'audace et à la transgression. C'est ce que nous rappelle une saine mémoire de notre propre histoire. Hilaire, premier évêque de Poitiers était père de famille. Ambroise de Milan n'était même pas baptisé lorsqu'il fut choisi comme évêque. Et nous avons figé les procédures et conditions d'appel à la mission... « Nous sommes, et l'Église avec nous, des êtres vivants ; ne pas évoluer (c'est un spécialiste de Darwin qui parle) ne pas nous

¹ Albert ROUET, *Au plaisir de croire*. Ed. Anne Sigier 1993, p. 22.

adapter, ne pas nous convertir signifie simplement disparaître, mourir. » Si les périodes de crise ne sont pas forcément les meilleurs moments pour changer les règles, pourquoi ne pas partir du réel que représente à la fois l'effondrement des vocations et l'aspiration égalitaire des femmes dans tous les secteurs de la vie pour engager la réflexion sur une "théologie du sacerdoce" ? Une théologie qui pourrait faire toute leur place aux femmes : « Je serais heureux de voir, de mon vivant, une femme présider l'eucharistie, prêcher au milieu d'une communauté catholique. »

Sans doute l'Église gagnerait-elle à accepter avec humilité d'accueillir : un savoir scientifique qui n'est pas d'abord le sien, des aspirations partagées dans une humanité aimée de Dieu, comme l'apport d'autres sagesses qui nous disent aussi quelque chose de son mystère. Et s'il y avait là une nouvelle manière d'entendre le « *Je vous précède en Galilée* » ? Mais on voit bien la difficulté d'articuler une telle approche avec la quête légitime de certitudes et de repères de jeunes générations croyantes.

User des choses, aimer les êtres sans chercher ni prétendre les posséder

À ceux qui redouteraient qu'avec l'abandon de la prêtrise et l'ouverture généreuse – évangélique – du regard sur une universalité du salut, Jacques Arnould ait renoncé au meilleur de l'héritage chrétien : « sa tradition théologique, spirituelle, liturgique, culturelle... » il redit combien il entend s'en nourrir jusqu'à la fin de ses jours. Y compris des vœux prononcés dans la vie dominicaine dont il souligne combien ils procèdent du refus, commun à toutes les traditions religieuses et bien au-delà, de céder aux séductions du pouvoir, de l'agent et du sexe, sources de toutes les violences. « User des choses, aimer les êtres sans chercher ni prétendre les posséder. Les riches comme les pauvres, les gens mariés comme les célibataires sont invités à pratiquer ces deux vertus. C'est pour cette raison que, d'une certaine manière, je n'ai pas oublié les vœux religieux et continue à en faire une règle de vie. »

Le livre fera débat, forcément débat. Certains s'interrogeront sur la liberté que choisissent ainsi de s'octroyer des religieux au risque de transformer "le plus grand des ordres"... en plus grand désordre ! Mais cet itinéraire assumé d'un enfant du siècle ne peut qu'enrichir la réflexion qui nous est aujourd'hui nécessaire et qui porte sur l'avenir de notre Église.

Post-scriptum

Plusieurs lecteurs de ce blog font observer, dans les commentaires, que les vœux – notamment celui de chasteté – prononcés par les religieux, en toute liberté, ne sont pas de même nature que l’engagement consenti du prêtre au célibat. Et donc qu’il est abusif de prendre prétexte des libertés que s’octroie le premier pour plaider la légitimité d’une révision de la discipline ecclésiastique qui s’impose au second. Je reconnais la pertinence de la critique. Ne voulant pas, pour de simples raisons d’honnêteté, modifier mon texte initial je tiens, néanmoins, à rajouter ce bref commentaire.

René POUJOL

Cet article est reproduit avec l’aimable autorisation de son auteur.

À retrouver sur son blog *Cath’lib* : <https://www.renepoujol.fr/>





Depuis 1980, Hors-les-Murs est une association qui réunit, avec leurs conjoints, des femmes et des hommes qui ont renoncé à l'état religieux, qui ont quitté ou ont été priés de quitter le ministère sacerdotal, ainsi que des prêtres en fonction et des laïcs qui partagent ses objectifs : informer, défendre des droits, écouter et s'entraider, sensibiliser et susciter une opinion publique adulte dans l'Église. Au plan international, HLM fait partie de la Fédération Européenne des Prêtres Catholiques Mariés.

Contacts (membres du Conseil de HLM et du comité de rédaction) :

Pierre et Marie-Astrid COLLET : 067 210 285 pierrecollet@hotmail.com

Jean-Marie et Thérèse CULOT : 02 733 58 54 jeanmarie.culot@gmail.com

Angela MAIROT-DEL REY : 010 600 686 angeladelrey54@gmail.com

Joseph et Monique PIRSON : 081 22 56 96 pirsongoose@hotmail.be

Adresse de l'Association : chemin Barbette 3, 1404 Bornival

Blog : www.hors-les-murs.be

Site web de la Fédération Européenne : www.pretresmaries.eu

Ce bulletin est publié par le réseau PAVÉS en partenariat avec la coordination des Communautés de Base de Wallonie-Bruxelles. L'abonnement annuel de 15 € ou plus, à votre convenance, est à payer au compte de Hors-les-Murs : **BE20 0882 8180 0856 – Code BIC : GKCCBEBB**

Le réseau PAVÉS, *Pour un Autre Visage d'Église et de Société*

est né en 1995 en réaction à l'exclusion de Jacques Gaillot du siège épiscopal d'Évreux, et en prolongement du referendum qui a rassemblé plus de deux millions de signatures pour déboucher sur la naissance de *Nous Sommes Église* en 1996.

Les objectifs redisaient l'urgence de réformer radicalement l'Église pour la rendre plus proche du message de Jésus, plus participative et plus égalitaire. Avec la conviction que cette Église n'existe pas pour elle-même, mais est au service du Royaume, autrement dit d'un projet de société humaine, juste et fraternelle comme l'avait rêvé Jésus.

Notre réseau belge francophone comptait à l'époque une dizaine de groupes. Il en reste deux aujourd'hui pour poursuivre ces objectifs, entre autres via ce bulletin trimestriel. Mais leurs militants existent toujours, pensons-nous, puisque nous comptons quelque 400 abonnés et l'envoyons à plus de 700 adresses.

Au plan international, PAVÉS soutient et collabore avec le *Réseau Européen Églises et Libertés* www.en-re.eu/ et avec le réseau *We Are Church International* www.we-are-church.org/413/. Notre site web donne accès à presque tous les articles publiés dans nos bulletins, à d'autres aussi : www.paves-reseau.be/

SOMMAIRE DE LA REVUE COMMUNE DU RÉSEAU PAVÉS n° 79

(HLM n° 176 – CEM n° 143)

PAVÉS

- ♦ Liminaire (P. Collet) 1
- ♦ Éditorial : Ça chauffe ! (Ph. Liesse) 2
- ♦ Au Réseau Européen Églises et Libertés (S. Kempgens & P. Collet) 4
- ♦ Les mots pour le dire : "extrêmes" (J.-M. Culot) 6
- ♦ La démocratie comme espace et dispositif de coopération conflictuelle (J. Pirson) 10
- ♦ Relire Emmanuel Mounier (M. Clotuche) 17
- ♦ Quand la richesse engendre la pauvreté au Pays des Collines (Ph. Liesse) 20
- ♦ *Se réformer ou mourir. Sept théologiennes prennent la parole* (M. Goosse) 24
- ♦ Pourquoi "punir" Don Bosco à Buizingen ? (P. Collet) 30

COMMUNAUTÉS EN MARCHÉ

- ♦ Préambule (É. Mayence) 33
- ♦ † Nos adieux à Gisèle Vandercammen (P. Collet, S. Kempgens, A. Degand, R. Harchies, V. Herman, S. Deby, ...) 34
- ♦ Visite à la communauté Cauchy (M.-C. Terlinden-Snoy & Y. Mignot) 42
- ♦ Un écho de Gemmenich (C. Lecharlier & A. Bovy) 44
- ♦ Boubou a 90 ans (É. Mayence) 46
- ♦ Vieillir, c'est passionnant... ensemble (L. Quiévy) 47
- ♦ Des nouvelles du Collectif européen (S. Kempgens) 48
- ♦ Invitation à la journée de rencontre européenne (S. Kempgens) 50
- ♦ Le C.I.L. s'adresse au Synode 51
- ♦ Rencontré au C.I.L. : Patrick Balemba 54

HORS-LES-MURS

- ♦ La Lettre de H.L.M. (P. Collet) 56
- ♦ *Prêtres à l'école du lavement des pieds*, de J.-M. Eychenne (J.-M. Culot) 57
- ♦ *Car rien jamais n'est achevé*, de Robert Scholtus (G. Causse) 58
- ♦ *En vérité*, de Jacques Arnould (R. Poujol) 59

Tous les articles sont publiés sous la responsabilité de leur auteur